

HISTORIQUE - CONTEXTE POLITIQUE ET SYNDICAL MEXICAIN

Histoire sociale du Mexique et du Chiapas

De l'Amérique pré-hispanique à la colonisation

Le continent américain a probablement été peuplé il y a environ 15 000 ans pendant la dernière glaciation, par le détroit de Bering (nord du continent). D'autres théories font remonter le peuplement de l'Amérique à des périodes plus anciennes, mais il est encore difficile de le prouver. De nombreuses cultures se sont développées sur le continent, d'abord de chasseurs-cueilleurs puis de populations sédentaires dans les régions dans lesquelles l'agriculture s'est mise en place. Au Mexique, les populations se sont sédentarisées avec la découverte de l'agriculture (maïs, courgette, haricot rouge, piment, tomate notamment) dans les régions du centre et du sud (Mésoméridique). Dans le nord du pays, plus aride selon les périodes, des populations nomades, semi-nomades et sédentaires se sont succédé ou ont cohabité.

Il faut bien entendu mentionner les « grandes cultures » de Mésoméridique connues pour leurs productions architecturales et artistiques : Olmèques (1200-400 avant notre ère) et Mayas (1000 avant notre ère – 1000 de notre ère) au sud-est (il faut y ajouter dans ces deux cas le Guatemala, le Belize et le Honduras), Zapotèques (500 avant notre ère – 800 de notre ère) et Mixtèques (900-1 500 de notre ère) à Oaxaca et de Teotihuacán (100-600 de notre ère), Toltèques (900-1200 de notre ère) et Aztèques ou Mexicas (1200-1521 de notre ère) dans le bassin de Mexico, pour les plus connues.

Mais il ne faut pas oublier le reste des populations dites « amérindiennes » ou indigènes¹ qui ont vécu sur le territoire mexicain pendant de nombreux millénaires sans laisser derrière elles des monuments construits pour leurs élites qui attirent aujourd’hui le tourisme, et qui ont participé à la construction des cultures indiennes jusqu’à nos jours ce dont témoigne la grande diversité des peuples indigènes actuels.



Fresque de Diego Rivera,
Palacio Nacional, Mexico

Après la conquête de Mexico-Tenochtitlan, la capitale aztèque, en 1521, Hernan Cortés et ses hommes prennent le contrôle de la moitié sud de l’actuel Mexique au nom de la couronne d’Espagne. La conquête de ces nouveaux territoires s’accompagne d’un système de domination, d’exploitation et de sujétion des populations autochtones (indigènes) soumises et converties au christianisme. Celles qui résistent, notamment au Chiapas, sont massacrées.

Les descendant-es des colons espagnols gardent le contrôle du territoire, des richesses et des populations, même si une partie de la population se métisse.

Durant la période coloniale, le vice-royaume de « Nouvelle-Espagne », dont Mexico est la capitale, s’étend de l’actuel sud-ouest des États-Unis au nord du Chiapas (qui, lui, appartient à la Capitainerie générale du Guatemala). En 1546, avec la découverte des mines d’argent du Zacatecas, le nord du Mexique devient, avec Potosí (Bolivie), l’un des principaux fournisseurs de métal précieux au monde.

1. Indigène : l’utilisation de ce terme, qui signifie « originaire du pays qu’il habite » est utilisé dans ce texte tout comme les populations autochtones au Mexique l’utilisent pour se désigner elles-mêmes malgré la connotation coloniale. C’est une façon de se réapproprier le vocabulaire dans son sens original. Ce terme a été préféré à celui « d’indien » qui est souvent utilisé, issu de l’erreur géographique des conquistadors qui croyaient avoir trouvé une nouvelle route des Indes.



Carte du vice-royaume de Nouvelle Espagne en 1800

De l'indépendance à la dictature de Porfirio Díaz (1810-1876)

Affaibli par l'invasion napoléonienne, l'Espagne perd ses colonies américaines au début du XIX^e siècle, à l'exception de Cuba et de Puerto Rico.

Dès 1810, la lutte pour l'indépendance (l'Espagne est alors gouvernée par Joseph Bonaparte) commence, avec de nombreuses insurrections sur l'actuel territoire mexicain. Les acteurs les plus connus de cette guerre d'indépendance sont Miguel Hidalgo, un curé créole qui lança le fameux *grito* (cri) de lutte contre les Espagnols mais aussi José María Morelos, Vicente Guerrero et Agustín de Iturbide.

En 1821, le traité de Cordoba acte l'indépendance du Mexique, la guerre ayant fait entre 250 000 et 500 000 morts. Mais la situation reste instable jusqu'au milieu du XIX^e siècle avec cinquante gouvernements successifs de 1821 à 1850 (et notamment le bref Empire instauré par Iturbide), des tentatives infructueuses d'indépendance de certains États (Zacatecas, Texas, Nuevo Leon, Coahuila, Tamaulipas et Yucatan) et de nombreuses révoltes indigènes (Yaquis, Mayas, Apaches...).

En 1823, le Guatemala et le Honduras prennent leur indépendance mais le Chiapas « choisit » de se fédérer au Mexique. En 1824, la République fédérale est installée, comprenant vingt-cinq États (regroupés en vingt-quatre en 1836). En 1829, Vicente Guerrero, alors président, décrète l'abolition de l'esclavage (déjà déclarée par Miguel Hidalgo en 1810).

En 1848, après dix ans de guerre avec les États-Unis, le Mexique perd les États d'Arizona, de Californie, du Nevada, du Nouveau-Mexique, du Texas et de l'Utah – soit près de la moitié de son territoire – par le traité de Guadalupe Hidalgo.

La Révolution de Ayutla en 1854, contre la dictature de Antonio López de Santa Ana, voit la défaite des conservateurs dans la lutte pour le pouvoir. Les

Entre 1824 et 1880, une poignée de familles de l'oligarchie des propriétaires terriens s'est approprié les terres des communautés indigènes et du clergé. Ces familles dominant toute la région, installant des grandes propriétés (*fincas*) d'élevage extensif et soumettant la population, exploitée comme main d'œuvre asservie.

Le porfiriat (1876-1910)

En 1876, Porfirio Díaz, qui a participé à la libération du Mexique contre la France, s'impose à la tête de l'État et y reste jusqu'en 1910. Cette autocratie, nommée porfiriat, est marquée par le centralisme administratif, l'industrialisation, l'urbanisation (à Mexico principalement), la surexploitation de la classe paysanne et ouvrière, la concentration des richesses et du pouvoir politique par les élites (grands propriétaires terriens et entrepreneurs) et l'ouverture du pays à l'impérialisme commercial. Sous ce régime autoritaire, fondé sur un système électoral dévoyé, pendant lequel les travailleurs-euses n'avaient pas le droit de s'organiser et de manifester, la répression s'est abattue à plusieurs reprises.

Les *Yaquis*, les *Mayas* du Yucatán et les *Tarahumaras* (peuples indigènes) participent à de nombreux mouvements de révoltes et d'occupation de terres de 1825 à 1908, et sont largement défendu-es par les magonistes² à l'époque de la Révolution. Des mouvements ouvriers ont aussi lieu malgré le contexte de répression. Les anarchistes y sont influent-es et participent à la structuration du syndicalisme mexicain.

Au Chiapas

À cette période, des investisseurs capitalistes étrangers s'installent au Chiapas (surtout anglais-es, allemand-es, étasunien-nes, espagnol-es, français-es). Ils/elles rachètent des terres (déjà exploitées ou de forêts) et installent des exploitations extensives de café, de caoutchouc, de gomme et de bois.

Les populations indigènes sont déplacées par milliers, de force, pour travailler dans ces exploitations, dans des conditions proches de l'esclavage : conditions de travail extrêmement dures, salaire sous forme d'ardoise dans « l'épicerie » du/de la propriétaire (maintenant les travailleurs-euses dans l'endettement permanent et donc la servitude), conditions de vie et d'hygiène déplorables, droit de cuisson... (Traven B., *La Révolte des Pendus*, 1987). Cette situation entraînera la participation de ces populations à la Révolution mexicaine au début du xx^e siècle.

Naissance du mouvement libertaire

À partir de 1868, un mouvement rural de récupération des terres et pour « l'abolition du gouvernement et de l'exploitation » naît dans le centre du Mexique. En 1868, Julio Chavez López prend la tête d'une révolte contre les Lois de Réforme qui confisquaient les terres communales (*ejidos*) des indigènes et des paysannes pour les attribuer aux propriétaires des *haciendas* ; il organise des attaques de riches *haciendas* pour rendre les terres aux paysan-nes. Dans son *Manifeste à tous les pauvres et opprimés du Mexique et de l'Univers*

2. Partisans de Ricardo Flores Magón, voir encart chapitre 1.

en avril 1869, il écrit : « *le jour est arrivé où les esclaves se lèvent comme un seul homme pour réclamer leurs droits écrasés par les puissants* » ou encore « *Frères, le moment est venu de débayer la campagne, de demander des comptes à ceux qui en ont toujours exigé de nous; le jour d'imposer des devoirs à ceux qui ont voulu n'avoir que des droits* ».

« *Ceux qui ont profité de notre faiblesse physique, morale et intellectuelle qui s'appellent latifundistes, propriétaires terriens ou hacendados. Ceux qui patiemment se sont laissés prendre ce qui leur revient et que nous appelons travailleurs, prolétaires ou ouvriers agricoles. Nous, les ouvriers agricoles avons livré nos vies et nos intérêts aux hacendados, et eux nous ont soumis aux pires abus; ils ont établi un régime d'exploitation par lequel nous sommes condamnés à ne pas profiter de la vie.* » Après de nombreuses occupations réussies avec un mouvement de près de 1 500 hommes, il sera arrêté et fusillé. Le slogan « *Tierra y Libertad* » apparaît ces mêmes années.

Dans les années 1870, des anarchistes forment le *Gran Circulo Obreros de México* (GCO, interdit en 1881) et participent un temps au journal *El Socialista* fondé en 1871. Ils/Elles sont à l'origine de « sociétés », sortes de syndicats, notamment *La Sociedad mutualista de ramo de hilados y tejidos del Valle de México*, la *Sociedad Agrícola oriental* qui dure jusqu'à la fin des années 1880 et la *Sociedad artística industrial* des années 1867-1868. Implanté-es dans le monde ouvrier, et utilisant des méthodes d'actions directes, ces ancien-nes étudiant-es socialistes sont à l'origine de la « première grève victorieuse » de l'histoire mexicaine dans l'usine textile *La fama Montañesa* de Tlalpán en 1868.

L'association internationaliste *La Social – sección internacionalista*, créée en 1865 et relancée en 1871, est beaucoup plus radicale. On y trouve les anarchistes Rhodakany, Zalacosta, Villavicencio et Villanueva. Le *Manifeste de La Social* de 1871 appelle à la suppression « *de tout système de gouvernement* ». Son journal est *La Internacional* (1878), qui représente l'influence croissante de Bakounine au Mexique, introduite par des immigré-es espagnol-es. Cinq d'entre eux/elles, dont Soledad Sosa, première femme importante du mouvement ouvrier mexicain, participent en 1876 à la première rencontre du *Congrès général ouvrier de la République mexicaine*. La principale référence est la Commune de Paris et la volonté d'établir une « *République du Travail* ». C'est aussi probablement grâce à *la Social* que se tient le premier Congrès paysan du Mexique en août 1877, d'où surgit un *Grand Comité Central des Communautés Agricoles*.

Au milieu des années 1870, un mouvement « *agrariste* » développe l'idée de « *collectivités agricoles autonomes et auto-suffisantes* »; de 1878 à 1880, Zalacosta lance un mouvement insurrectionnel dans les États du Nord-Est, avec le *Gran Comité Central Comunero*. L'insurrection se poursuit après son exécution en 1880 jusqu'en 1884.

À la fin des années 1870, d'autres mouvements indigènes apparaissent pour la reprise des terres dans l'ouest et le centre du pays. En 1879, vingt-six villages proclament le *Plan socialiste des Villages des États de Querétaro et de Guanajuato* pour un socialisme municipaliste. Au même moment, une révolte « communiste » dans la Sierra Gorda est durement réprimée. Le Mexique rural central est en feu de 1879 à 1883 et de nombreuses *haciendas* sont prises d'assaut. La répression se durcit et les principaux leaders sont exécutés à Querétaro le 16 juin 1884. Dans l'ensemble, ce premier mouvement libertaire ouvrier et artisanal (1860-1880) se positionne pour un « *socialisme libre* », et « *pour le contrôle de la production autogérée par les ouvriers* ». Il renaît dans les années 1890-1900, mêlé aux mouvements agraires, aux révoltes antifiscales (Chihuahua), aux révoltes indigènes (guerre des Yaquis) et aux débuts de l'anarcho-syndicalisme.

Sous le régime du porfiriato, la répression, la censure et le clientélisme font disparaître le mouvement libertaire de la fin du XIX^e siècle.



Ricardo et Enrique Flores Magón en 1917 à la prison du Comté de Los Angeles

Les frères Flores Magón, le Parti Libéral Mexicain et les prémices de la Révolution mexicaine

En 1892, la nouvelle réélection de Porfirio Díaz est dénoncée, en particulier par les étudiant-es et les journaux libéraux. Cette contestation est réprimée et Ricardo Flores Magón, alors étudiant en droit, est emprisonné.

En 1900, Ricardo et son frère Jesús Flores Magón fondent le journal *Regeneración*, considéré comme un journal démocrate puis libertaire, pour dénoncer le régime en place et l'injustice.

En 1901, le Congrès Libéral, qui rassemble les républicains, les libre-penseurs et les anticléricaux, se réunit à San Luis Potosí et appelle à la mobilisation citoyenne contre le porfiriato. À partir de là, de nombreux clubs du Parti Libéral Mexicain (PLM) apparaissent dans tout le pays, de plus en plus radicaux.

Ricardo Flores Magón, bon orateur et bonne plume, devient un des leaders de l'opposition. Mais la répression le pousse lui et ses camarades à l'exil aux États-unis en 1903.

Ils/elles s'intègrent aux exilé-es mexicain-es (ouvriers-ères, mineur-es, paysan-nes) mais aussi aux émigré-es européen-nes et au mouvement ouvrier étasunien. Ricardo Flores Magón devient le président du PLM en 1905, soutenu par les syndicalistes révolutionnaires étasunien-nes des *Industrial Workers of the World* (IWW) et par les anarchistes Emma Goldman (étasunienne) et Florencio Bazona (espagnol). À leur contact, les positions du PLM se radicalisent, revendiquant l'émancipation économique du prolétariat et l'action directe.

Les indigènes *Yaquis* se mobilisent dans le Sonora mais aussi au Veracruz et au Yucatán où certain-es ont été déporté-es, espérant que le programme du PLM les libérera de l'esclavage économique.

En 1905, le comité directeur du PLM est créé pour coordonner le soulèvement et renverser la dictature mexicaine.

**Premier « manifeste-programme » politique
du Parti Libéral Mexicain (PLM) publié le 1^{er} juillet 1906
à Saint Louis (Missouri). Principales mesures :**

Politique

- fin de la dictature et annulation des réformes du gouvernement de Porfirio Díaz
- réduction du mandat présidentiel à quatre ans
- mandat non renouvelable pour le président et les gouverneurs des États
- suppression du service militaire obligatoire
- mise en place d'une Garde nationale

Éducation

- augmentation du nombre d'écoles primaires et des salaires des enseignants
- instruction laïque obligatoire jusqu'à 14 ans
- obligation de l'enseignement des arts et des métiers

Religion

- les églises sont considérées comme des commerces, ont une comptabilité et doivent payer des impôts
- nationalisation des biens immobiliers
- suppression des écoles catholiques

Travail

- 8 heures de travail quotidien
- salaire minimum
- repos dominical obligatoire
- interdiction du travail des enfants de moins de 14 ans
- obligation aux patrons d'améliorer les conditions d'hygiène dans leurs propriétés
- indemnisation par les patrons dans les cas d'accidents du travail
- annulation des dettes des journaliers agricoles
- interdiction aux patrons de payer les travailleurs autrement qu'en argent liquide
- limitation de la main d'œuvre étrangère dans les entreprises

Agriculture

- les propriétaires de terres sont obligés de les rendre productives
- tout terrain non exploité sera récupéré par l'État
- l'État donnera des terres à celles et ceux qui en demandent, à condition de les utiliser pour la production agricole

Libertés et Justice

- levée des restrictions aux libertés et affirmation de la liberté d'expression et de la presse
- établissement de l'égalité civile pour les fils d'un même père
- confiscation des biens des fonctionnaires enrichis sous la dictature
- protection des indigènes
- mise en pratique de la protection simplifiée dans les procédures (*habeas corpus*)
- abolition de la peine de mort sauf pour les traîtres à la patrie
- établissement de liens avec les pays latino-américains

Le journal *Regeneración*, alors publié aux États-Unis, est diffusé au Mexique et l'opposition, issue des classes moyennes, s'élargit de plus en plus au prolétariat. Le mouvement ouvrier se développe et entraîne notamment, en 1906, la grève des mineur-es de Cananea (Sonora) pour l'augmentation de salaires, qui fut durement réprimée, et, en 1907, la grève des ouvriers-ères du textile de Rio Blanco (Veracruz) pour de meilleures conditions de travail, qui connut le même sort.

Très rapidement, des centaines de groupes et de personnes adhèrent au parti et se déclarent prêt-es à l'insurrection.

Les gouvernements mexicain et étasunien empêchent le soulèvement et arrêtent les leaders du PLM, dont Ricardo Flores Magón. Celles et ceux restés-es en liberté tentent une deuxième insurrection en 1908, qui échoue à son tour.

Ricardo Flores Magón (1874-1922)



Fils d'indigène, originaire de l'État d'Oaxaca et étudiant en droit, il s'oppose rapidement au porfiriat. En 1900, avec ses frères Enrique et Jesús, il fonde la revue *Regeneración*, de tendance anarchiste, qui s'attaque au gouvernement de Porfirio Díaz. Après plusieurs emprisonnements, il s'exile aux États-Unis où il reprend la publication de *Regeneración* et fonde le Parti Libéral Mexicain en 1906, avec son frère Enrique, Juan Sarabia, Antonio I. Villarreal, Librado Rivera, Manuel Sarabia et Rosalío Bustamante.

Lors de la révolution mexicaine, il refuse la place de vice-président que lui offre Madero en 1911 et dénonce tous les gouvernements. Il tente de se rapprocher d'Emiliano Zapata et de Pancho Villa, qui se méfiaient de l'intellectuel qu'il était et qui lui reprochaient sa proximité avec les anarchistes étasuniens (en 1911 l'invasion de la Basse-Californie se fait avec l'aide de ces derniers).

En 1918, il publie avec Librado Rivera un Manifeste aux anarchistes du monde. Ils sont tous deux emprisonnés et condamnés à vingt ans de prison pour sabotage à l'effort de guerre des États-Unis. Ricardo est conduit à la prison de McNeil Island (État de Washington) puis, gravement malade, il est transféré à celle de Leavenworth (Kansas) où il meurt (assassiné d'après Rivera) en 1922, ayant refusé une pension du gouvernement mexicain.

Intellectuel et militant révolutionnaire du début du siècle, il est considéré comme quelqu'un d'intègre et de rigoureux idéologiquement, qui a refusé tout compromis et toute compromission, tous les honneurs et le culte de la personnalité. Conscient du problème indigène, il parle de société multiculturelle et pluraliste et se réfère parfois aux traditions communautaires d'Oaxaca. Il est l'auteur d'œuvres littéraires et de pièces engagées et militantes.

Définition de l'utopie anarchiste de Ricardo Flores Magón (*Regeneración*, 25 février 1911) : « Je dois avant tout souligner que tous les gouvernements, sans exception, me répugnent. Je suis fermement convaincu qu'il n'y a, ni ne peut y avoir, de bon gouvernement. Ils sont tous nuisibles, qu'ils se nomment monarchies absolues ou constitutionnelles, ou encore républicques. Tout gouvernement est tyrannique, par essence parce qu'il s'oppose à la libre initiative de l'individu et ne sert qu'à maintenir un état social impropre à la réalisation totale de l'être humain. Les gouvernements sont des chiens de garde des classes possédantes, nanties et instruites, et les bourreaux des droits intangibles du prolétariat » (Flores Magón R., *Propos d'un agitateur*, 2008) Ces idées condamnent également le mariage, la domination de la femme, la farce électorale...

La *Revolución mexicana* (1910-1920)

La Révolution mexicaine est à la fois une révolution démocratique bourgeoise contre la dictature de Porfirio Díaz, une révolte paysanne contre les *haciendas* et les grands propriétaires et une révolution prolétarienne communiste, pour un pouvoir des opprimé-es des villes et des campagnes. Toutes les classes sociales ont participé à la Révolution : le prolétariat, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie des villes et des campagnes. Elle a eu, comme la Révolution française, de nombreuses étapes et rebondissements de 1911 à 1919.

1910

En 1910, sous la pression de l'opposition, Porfirio Díaz est obligé d'organiser des élections. Un autre candidat, Francisco I. Madero, riche propriétaire terrien partisan d'une évolution « libérale et démocratique », se présente après avoir tenté de négocier la vice-présidence avec Porfirio Díaz. Après une fraude évidente, Porfirio Díaz est réélu et Francisco I. Madero arrêté. Libéré quelques semaines plus tard, il fuit vers le nord et lance l'appel de San Luis Potosí à l'insurrection générale le 20 novembre 1910. Plusieurs leaders anarchistes, nationalistes et socialistes, tels que Pancho Villa et Pascual Orozco au nord du pays, Emiliano Zapata au Morelos, y répondent favorablement, mais ne forment pas pour autant un front homogène. Ils réclament avant tout une véritable réforme agraire. Des révoltes ont lieu mais restent encore limitées en 1910. Elles prendront de l'ampleur l'année suivante.

Francisco (Pancho) Villa

(pseudonyme de Doroteo Arango Villa – 1878-1923)



Né en 1876 dans le Durango (État du nord du Mexique) et fils d'ouvriers agricoles, il a travaillé enfant à divers métiers dans des fermes. Très jeune, il a rejoint des bandes de voleurs de bétail.

En 1910, il était leader d'un groupe de brigands avec lesquels il a rejoint le mouvement de Francisco I. Madero pour en finir avec le porfiriat. En 1913, il s'est uni à Carranza contre Victoriano Huerta puis s'en est éloigné et s'est rapproché de Zapata. Pourchassé par Carranza et le gouvernement étasunien, il s'est réfugié dans l'État du Chihuahua. En 1920, il signe la paix avec le président Adolfo de la Huerta et se retire au Durango. Les propriétaires terriens le font exécuter en 1923.

Pancho Villa est traditionnellement présenté comme un homme sans scrupules, un bandit de grand chemin et un coureur de jupons, plutôt qu'un révolutionnaire conséquent. Il a été très critiqué par les magonistes pour son nationalisme, mais aussi par la propagande étasunienne et par celle de Carranza. Mais il garde aussi l'image d'un « justicier-vengeur », d'un *guerrillero* à la tête d'une armée de paysans-soldats et de femmes, la fameuse « *División del Norte* », une des meilleures de toute la révolution. Il a participé activement à la révolution mexicaine, se battant pour l'occupation des *haciendas*. Il promulgue même une série de lois agraires en 1915-1916, qui encourage les expropriations et la redistribution des terres.

Pancho Villa peut être considéré comme un « utopiste libertaire », fidèle à la cause du peuple. C'était quoi qu'il en soit un héros révolutionnaire populaire.

1911-1912

En mai 1911, les partisans de Madero prennent les villes de Ciudad Juarez et de Torreón et obtiennent le soutien des États-Unis. Porfirio Díaz démissionne et fuit le pays vers la France.

Après une présidence par intérim de Francisco León de la Barra pendant quelques mois, Francisco I. Madero est élu président de la République le 6 novembre.

Cette même année, le Parti Libéral Mexicain (PLM), trouvant Madero trop modéré, lance l'insurrection dans huit États. C'est en Basse-Californie que leurs actions seront les plus spectaculaires : occupation de Mexicali, El Alamo, Tecate, Tijuana. Des milices étrangères (surtout étasuniennes) participent aux expropriations. Mais la population locale, y compris les indigènes, se méfie des étrangers. La pression des États-Unis et de Madero contre le PLM a raison de cette tentative de « république anarchiste » de Mexicali et le magonisme ne réussit pas à s'implanter durablement.

C'est alors que le PLM publie un nouveau manifeste à Los Angeles (Californie), qui pose comme base la suppression de la propriété privée et de toute institution politique autoritaire. Il revendique « *l'émancipation politique, économique et sociale* », et propose une sorte de communisme libertaire, contre l'État, l'Église et le Capital (en référence à Proudhon) ; les travailleurs réguleraient eux-mêmes la production et le travail avec des moyens de production collectifs se faisant sur les biens expropriés. Il ne s'agit plus de redistribution des terres désormais, ni de nouveau gouvernement, même démocratique, car celui-ci ne « *serait qu'un nouveau joug* ». Le programme libéral peut alors être qualifié de libertaire.

Emiliano Zapata Salazar (1879-1919)



C'est l'un des principaux acteurs de la Révolution mexicaine, né à San Miguel Anenecuilco dans l'État du Morelos, au sud de la ville de Mexico. Il est issu d'une famille de petits paysans propriétaires, de langue indigène nahuatl. Le Morelos est, au début du ^{xx}e siècle, aux mains d'une poignée de grands propriétaires terriens, producteurs de canne à sucre qui exploitent les communautés expulsées de leurs terres dans les *haciendas* et les raffineries de sucre.

Zapata est désigné, en 1909, président du conseil municipal d'Anenecuilco pour organiser la lutte pour la récupération des terres usurpées. En 1910, à la tête de groupes guérilleros, il se rallie à Francisco I. Madero qui le nomme général de l'Armée libératrice du Sud (*Ejército Libertador del Sur*) pour faire tomber Porfirio Díaz.

Une fois Madero au pouvoir, Zapata considère que leurs revendications n'ont pas été entendues et, par le Plan de Ayala en 1911, réclame l'expropriation des grands propriétaires et la restitution des terres aux paysans. Il ne cédera pas aux pressions et à la répression des présidents suivants, Huerta et Carranza, continuant à défendre la réforme agraire pour une répartition égalitaire des terres. Carranza réussit cependant à le faire assassiner en 1919.

Emiliano Zapata n'était pas un anarchiste, mais, pendant la Révolution, il a été influencé par les idées de Ricardo Flores Magón et du Parti Libéral Mexicain :

– primauté de la morale, de l'éthique : refus des honneurs, du despotisme, des abus...

– méfiance vis à vis des institutions et de l'électoratisme.

– refus du pouvoir individuel : tous les textes réclament la création d'une *Junta* (Assemblée) révolutionnaire, sorte de fédération des mouvements rebelles.

– soutien à l'autonomie villageoise et communautaire. Les « *conseils de village* » ont eu souvent la primauté dans la redistribution ou l'usage collectif des terres récupérées.

– paradoxe : idéal du petit propriétaire indépendant, solidaire des autres qui s'accompagne d'une volonté de dislocation des *haciendas* et de reconstitution de l'*ejido*.

– conception même de la guérilla, en unités semi-autonomes. Zapata s'est souvent appuyé sur des milices paysannes indépendantes d'autodéfense.

– Importance donnée à la dimension indigène dans les communautés.

Il est une figure incontournable des mouvements révolutionnaires et sociaux de toute l'Amérique latine, et également de bien des libertaires.

De son côté, Zapata publie en novembre 1911 le *Plan de Ayala* (inspiré des manifestes du PLM de 1906 et de 1911), qui conteste Francisco I. Madero, accusé de trahison à la cause paysanne. Le slogan des zapatistes « *Réforme, Liberté, Justice et Loi* » est affirmé à travers un programme agraire révolutionnaire réclamant « la terre est à ceux qui la travaillent » par l'expropriation des terres des grands propriétaires et leur redistribution aux paysan-nes. Cette revendication est soutenue à la fois par les ouvriers-ères agricoles (*peones*), les paysan-nes sans terre, les petits propriétaires et les communautés indigènes. Malgré la répression de Madero, dès le printemps 1912, une bonne partie de terres récupérées sont restituées aux *ejidos* (terres communautaires, voir encart ci-dessous).

En 1912, huit anarchistes fondent à Mexico le groupe et le journal *Luz* (Lumière), puis, très rapidement, la « Maison de l'ouvrier » (*La Casa del Obrero*), sorte de bourse du travail anarcho-syndicaliste (centre culturel, école rationaliste, société mutualiste, syndicat, brigade sanitaire) où se réunissent des ouvriers-ères artisan-nes, des ancien-nes du PLM et des intellectuel-les (dont des étrangers). Puis en 1913, ils fondent le journal *Lucha* (Lutte).

Terre et liberté

Ricardo Flores Magón a écrit une pièce de théâtre intitulée « *Tierra y Libertad* » en 1915. Dans cette pièce, la vision anarchiste est clairement affirmée, les paysan-nes se révoltant contre tous les gouvernements, pour l'expropriation des terres. Ricardo Flores Magón y décrit les ouvriers-ères, manipulé-es par le gouvernement, qui écrasent dans le sang les paysan-nes dont le slogan est « *Tierra y Libertad* ». Une femme dit aux ouvriers-ères que ce slogan est le leur mais ils/elles ne le comprennent que trop tard.

Ce slogan, originaire de Russie, aurait été popularisé au Mexique à la fin du XIX^e siècle. Dans les ouvrages de l'anarchiste allemand B. Traven, la rébellion indienne

qu'il décrit dans la *Révolte des pendus* (1987 ; édition originale 1936) se fait aussi au cri de « *Tierra y Libertad!* »

En 1914-1915, l'anglais magoniste W.C. Owen, collaborateur de *Regeneración*, publie son propre journal portant un titre analogue *Land and liberty*.

Quant à Zapata et aux zapatistes, le slogan de leurs écrits étaient « *Reforma, Libertad, Justicia y Ley* », mais ils utilisaient aussi celui de « *Tierra y Libertad* ».



Fresque de Diego Rivera, Palacio Nacional, Mexico

1913

Le gouvernement de Madero est contesté de toutes parts et il ne parvient pas à stabiliser la situation : les révoltes se poursuivent.

D'origine indigène *Huichol*, devenu général de l'armée sous Porfirio Díaz et ayant participé à la répression contre les *Yaquis* et les zapatistes, José Victoriano Huerta Márquez (Huerta) trahit Madero et se proclame alors président avant de faire assassiner son ancien allié et le vice-président de celui-ci, Pino Suárez, en février 1913. Il est alors rejoint par Orozco et soutenu par les gouvernements étasunien et britannique.

Zapata, Villa, Obregón et Carranza ont participé à de nombreuses révoltes contre Huerta, qui met en place une dictature proche de celle de Porfirio Díaz. Pancho Villa, exilé aux États-Unis, revient au Mexique en s'attaquant aux grands propriétaires dans le Chihuahua et forme la « *División del Norte* », force militaire puissante, contrôlant plusieurs villes et une partie du réseau ferroviaire.

Zapata poursuit la guérilla pour la réforme agraire au Morelos, qui s'étend aux États voisins de Puebla et de Guerrero. Le *Manifeste* zapatiste est publié en octobre 1913.

Le 1^{er} mai 1913, la *Casa del Obrero* participe à sa première grande manifestation, défilant avec le drapeau noir et rouge, avec des discours clairement anarchistes et internationalistes et des revendications telles que la journée de huit heures et le droit de grève. La *Casa del Obrero* adhère à l'Association Internationale des Travailleurs (AIT) reconstituée d'Amsterdam en 1913 et change son nom en COM – *Casa del Obrero Mundial* (*Maison de l'ouvrier mondial*). En septembre 1913, le journal *El Sindicalista* est publié, remplacé au printemps 1914 par *Emancipación Obrera*.

1914

Le gouvernement mexicain décide d'expulser les anarchistes étrangers les plus connus et Huerta tente d'interdire la COM.

Malgré les tentatives de rapprochement, les mouvements « agraristes » de Zapata et de Villa et les mouvements ouvriers de la COM, de Carranza et d'Obregon ne parviennent pas à s'unir.

Carranza tente d'éviter que Villa entre le premier à Mexico, et les deux groupes signent le « Pacte de Torreón » dans lequel Villa reconnaît Carranza comme le « *Primer Jefe* », seul candidat révolutionnaire aux prochaines élections présidentielles ; Carranza reconnaît Villa comme le commandant de la « *División del Norte* ».

Lâché par les États-Unis (qui interviennent au Veracruz) et face à de nombreuses insurrections, Huerta renonce à la présidence et nomme un gouvernement provisoire en août avant de s'exiler en Europe.

Obregón est le premier à entrer dans Mexico, suivi par Carranza. Les zapatistes ne sont pas autorisé-es à entrer dans la ville, de peur qu'ils ne s'allient à Pancho Villa. Un des points d'achoppement est la contradiction entre le Plan d'Ayala, qui décrète que Zapata est le chef de la Révolution, et le Pacte de Torreón qui reconnaît, lui, Carranza.

En octobre, Carranza convoque la « Convention des représentants des gouverneurs et des commandants des unités de l'armée constitutionnaliste » à Mexico qui aura finalement lieu à Aguascalientes. Trois groupes y sont représentés : les carrancistes, les villistes et les « indépendants » qui invitent les zapatistes. Obregón, quant à lui, tente de se poser en arbitre.

Eulalio Gutiérrez est élu président provisoire par la Convention, mais Carranza s'y oppose, rejoint par Obregón. Les troupes de Zapata et de Villa entrent ensemble dans la ville de Mexico. Les deux hommes se rencontrent à deux occasions : le 4 décembre 1914 à Xochimilco et le 6 décembre au Palais national de Mexico (où est prise la photo ci-contre). Ils se mettent d'accord contre Carranza et pour la nécessité d'une réforme agraire. Leur alliance est cependant fragile.



Rencontre entre Zapata et Villa au Palais national de Mexico, le 6 décembre 1914

1915-1916

Venustiano Carranza s'impose au pouvoir avec l'armée constitutionnaliste, partisan de l'application stricte de la Constitution libérale de 1857. En février 1915, par le pacte de Veracruz, la COM adhère à la doctrine « constitutionnaliste » de Carranza et se met au service du gouvernement qui se dit l'ami des syndicats ouvriers. Cette trahison, selon Ricardo Flores Magón, marque la fracture entre le mouvement ouvrier et les mouvements agraristes.

1917-1918

Une nouvelle constitution est promulguée le 5 février 1917, réaffirmant le fonctionnement fédéral des « États Unis du Mexique », mais aussi des principes issus de la Constitution de 1857 et de la Révolution : agrarisme (réforme agraire), laïcité, anticléricalisme, nationalisme, protection sociale (journée de 8 heures, droit syndical, droit de grève, salaire minimum, limitation du travail des enfants, conventions collectives), non-réélection du président.

En avril 1917, le Manifeste au peuple des zapatistes critique la nouvelle constitution et les élections présidentielles en cours. Il réaffirme le Plan de Ayala et la lutte contre les grands propriétaires terriens, dénonçant le pouvoir, la compromission, la trahison, la terreur, la vengeance et la dictature en cours.

En mai, les élections présidentielles ont lieu. Le président élu, Carranza, institutionnalise la Révolution mexicaine. Il met en place un système judiciaire

indépendant et démarre la réforme agraire sous le système de l'*ejido* (voir encart ci-dessous).

Le gouvernement de Carranza poursuit la répression contre toutes celles et tous ceux qui s'opposent au nouveau gouvernement : grands propriétaires terriens, conservateurs-trices catholiques, mais aussi partisan-nes de Zapata et de Villa.

En 1918, Carranza remplacera la COM par la *Confederación Regional Obrera Mexicana* (CROM). Organisation réformiste et domestiquée par l'État contre de maigres promesses, elle réunit la majorité des ouvriers-ères syndiqué-es. La CROM s'effondre à la fin des années 1920 au profit de la CGT mexicaine.

« Ejido »

Un *ejido* désigne une forme de propriété sociale de la terre pratiquée traditionnellement dans les communautés au Mexique. Il disparaît presque complètement avec la concentration des terres aux mains des grands propriétaires des *haciendas* au XIX^e siècle. L'article 27 de la Constitution de 1917 réaffirme cette propriété collective inaliénable attribuée à un groupe de paysan-nes pour y effectuer des travaux agricoles. Les réformes agraires successives permettent partiellement de rétablir les *ejidos*, en particulier sous Lázaro Cárdenas (18 millions d'hectares redistribués). L'article 27 de la Constitution mexicaine est modifié en 1992, juste avant l'entrée du pays dans l'ALENA (accord de libre-échange de l'Amérique du nord), permettant la vente des terres « *ejidales* ».

1919-1920

En 1919, Carranza réussit à faire assassiner Emiliano Zapata. En 1920, son ministre de la guerre, Álvaro Obregón, proclame le plan d'Agua Prieta pour se présenter aux prochaines élections présidentielles. Carranza tente de fuir mais il est assassiné.

Álvaro Obregón prend le pouvoir et achève la « pacification militaire » du pays. Les « chefs militaires » monnayent leur retraite et les vainqueurs se transforment en riches bureaucrates à la tête de l'État.

Au Chiapas

La révolution commence en 1914 au Chiapas avec l'arrivée du général Agustín Castro et de la Division 21 de l'Armée Constitutionnaliste. Lui et ses hommes prennent le pouvoir aux porfiristes en place. Ils mettent en place des réformes, notamment la « Loi de Libération des domestiques » qui abolit la servitude pour endettement, mais aussi l'obligation de payer les salaires en argent liquide ou la limitation des journées de travail à 10 heures.

Les propriétaires terriens prennent alors les armes et fondent la « Brigade Libre du Chiapas » contre les constitutionnalistes, en défense de la « souveraineté de l'État » et des intérêts des familles chiapanèques. Leur armée était surnommée les *mapaches* (ratons laveurs), parce qu'elle attaquait de nuit.

Après l'assassinat de Venustiano Carranza en 1920, les *mapaches* acceptent de né-

gocier la « pacification » et la fin des hostilités avec Alvaro Obregón. En échange, un des leaders *mapaches* est nommé chef des opérations militaires de l'armée fédérale et gouverneur du Chiapas de 1920 à 1924. Bien entendu, les réformes constitutionnalistes sont abandonnées.

Les conditions de servitude restent intactes et une pseudo-réforme agraire maintient en réalité le contrôle des grands propriétaires terriens (les propriétés de plus 8000 hectares doivent être fractionnées, mais au bénéfice d'un membre de la famille, ou vendues à une autre famille...).

Les années 1920 : la guerre des Cristeros et la naissance du parti unique

L'économie du pays se relève, notamment grâce à la production de pétrole. Les États-Unis imposent à Obregón le paiement des dettes et des indemnités pour les pillages. Obregón obtient la protection de la grande puissance du nord. Malgré une forte opposition dans l'armée lors des élections présidentielles de 1923, Obregón parvient à imposer son successeur, Plutarco Elías Calles, dans un bain de sang.

Calles lui succède et met en place une politique laïque, puis prend des mesures anticléricales (loi Calles) en 1926, qui provoquent la réaction des conservateurs-trices, de l'Église et des catholiques.

Un grand nombre de catholiques, qui prennent le nom de *Cristeros* (partisans du Christ), décident de prendre les armes pour défendre l'Église catholique romaine dès 1926 : c'est le début de la guerre des *Cristeros* qui se répand rapidement dans toutes les campagnes de l'ouest et du centre du Mexique, surprenant l'État mexicain comme l'épiscopat (qui ne les soutient pas, préférant tenter de négocier). De nombreux indigènes catholiques participent à cette importante révolte.

Obregón est assassiné par un jeune fanatique catholique, alors qu'il vient d'être réélu à la succession de Calles en 1928. Emilio Portes Gil devient président (1928-1930). La guerre se poursuit et l'État mexicain ne parvient pas à prendre le dessus face aux *Cristeros*. Il fait alors appel à l'ambassadeur américain Dwight Whitney Morrow comme médiateur, avec l'Église, pour mettre fin au conflit. L'Église rouvre les lieux de culte et demande aux *Cristeros* de déposer les armes tandis que Portes Gil laisse entendre qu'il assouplira la législation et qu'il n'y aura pas de représailles. Le gouvernement ne respecte pas ce dernier accord et de nombreux-euses *Cristeros* sont persécuté-es et exécutés, mais le Vatican semble avoir imposé ces accords.

Calles, le « *jefe máximo* » (chef suprême comme il se surnomme lui-même), installe les présidents successifs (Pascual Ortiz Rubio de 1930 à 1932, Abelardo Luján Rodríguez de 1932 à 1934) et, disciple de Mussolini, fonde en 1929 le parti unique : le Parti National Révolutionnaire (PNR), qui deviendra le PRM en 1938, puis le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) en 1946 qui restera au pouvoir plus de soixante-dix ans. Un système corporatiste lié à la société civile mexicaine, aux syndicats et aux entreprises se met en place.

De la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940) aux années 1960

Le Mexique est exsangue (1,5 millions de morts de 1910 à 1935, soit 10 % de la population) lorsque Calles installe Lázaro Cárdenas à la présidence en 1934. Dès 1935, Lázaro Cárdenas s'impose au pouvoir et se débarrasse « pacifiquement » de Calles et de ses hommes (renvoi, exil). Il décide alors de restaurer la liberté religieuse et syndicale, intensifie la réforme agraire (répartition des terres) sous la pression des grèves agricoles dans la région de la Laguna (Cohahuila) et nationalise les chemins de fer et la production de pétrole en 1938 en créant *Pemex* (*Petróleos Mexicanos*, encore entreprise publique en 2013, en cours de privatisation) au détriment des compagnies étasuniennes. Les États-Unis tentent de protester, mais la seconde guerre mondiale les oblige à suspendre l'embargo.

Cárdenas, face aux mouvements de grève, encourage l'organisation syndicale unitaire. Les communistes participent à la création de la Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM) en 1936 qui définit le socialisme comme objectif et dont le slogan proclame « une société sans classes ». Elle est dirigée par Lombardo Toledano et établit des liens avec le *Committee for Industrial Organization* de l'Américain John Lewis.

L'organisation syndicale des ouvriers-ères et des paysan-nes est incorporée par Cárdenas à la structure du parti gouvernant qui change son nom, fin 1937, pour celui de Parti de la Révolution Mexicaine (PRM).

En 1939, à la fin de la Guerre d'Espagne, le gouvernement mexicain, qui a soutenu le camp Républicain, offre l'asile aux opposant-es à Franco. Le Mexique a une tradition d'accueil des réfugié-es politiques, et accueille notamment Léon Trotsky en 1937. Le Mexique entre en guerre aux côtés des Alliés en 1942, contre l'Allemagne qui refuse de l'indemniser pour deux navires mexicains coulés.

Dans les années 1950, le Mexique connaît un essor économique important. Le président Miguel Alemán (1946-1952) industrialise le pays et encourage le secteur privé. Malgré les richesses, le pays est gangrené par la corruption, inhérente au PRI et au pouvoir toujours plus centralisé.

En 1955, sous la présidence de Ruiz Cortines, le Bloc d'unité ouvrière rassemblant tous les syndicats dans une organisation bien contrôlée par le gouvernement est créé.

Adolfo López Mateos (président de 1958 à 1964) regroupe les syndicats dans la Confédération des travailleurs du Mexique, accorde des mesures sociales et relance la réforme agraire, mais, en 1960, 47 % des exploitations sont encore aux mains des grands propriétaires, ce qui montre les limites de la réforme agraire décrétée dans la Constitution de 1917.

En 1958, la répression s'abat violemment contre une grève des cheminot-es : 10000 d'entre eux sont licencié-es et l'armée est utilisée pour briser les mouvements sociaux qui se déclenchent alors.

Une quarantaine d'organisations armées apparaissent dans le pays dans les

années 60, influencées par le manuel *La guerre de guérilla* de Che Guevara ; ces premiers foyers de guérilla se trouvent dans les campagnes. À la fin des années 1960, des instituteurs-trices ruraux de l'État du Guerrero prennent les armes contre la misère, menés par Lucio Cabañas, leader étudiant de l'École Normale Rurale de Ayotzinapa.

Lucio Cabañas Barrientos (1936-1974)



Il est originaire d'Atoyac de Álvarez au Guerrero et est le petit-fils d'un guérillero zapatiste. Il a étudié à l'École normale d'Ayotzinapa où il s'est rapidement intéressé à la politique et il a participé à des mouvements étudiants (membre des Jeunesses communistes). Il est devenu le Secrétaire général de la Fédération des Étudiants Paysans Socialistes du Mexique (FECSM) en 1962, défendant notamment la reconnaissance de l'autonomie universitaire. Il devient instituteur à Mexcaltepec dans la *sierra* et participe à de nombreuses luttes. Suite à une manifestation en 1967, où il est pris pour cible par la police, il entre dans la clandestinité dans la *sierra*.

Il parcourt la *sierra* du Guerrero pour organiser des assemblées et construire une guérilla paysanne pour une patrie libre de l'exploitation et plus juste : la brigade d'exécution du *Parti des pauvres*. S'ensuivent des exécutions de caciques, des enlèvements politiques, des attaques contre les propriétaires terriens qui exploitaient les paysannes et des braquages de banques (début des années 1970). Après plusieurs années de lutte clandestine avec le Parti des pauvres, Lucio Cabañas meurt assassiné dans un guet-apens du gouvernement en 1974.

Au Chiapas

C'est à partir du mandat de Cárdenas que la réforme agraire avance au Chiapas, principalement sur les propriétés de l'État. La colonisation de la Forêt Lacandona (*Selva Lacandona*) est encouragée (bien qu'elle ne prenne vraiment de l'ampleur que dans les années 1950) : des paysannes de nombreux États où la pression sur la terre est forte sont envoyées au Chiapas. De nombreux indigènes choles, tzotziles, tzeltals du Chiapas fuient les grands propriétaires terriens vers la *Selva* pour échapper à leur joug.

Cette répartition de nouvelles terres permet de protéger les grands propriétaires terriens du pays dont les exploitations ne sont pas affectées. Les propriétaires terriens du Chiapas trouvent malgré tout le moyen de s'affronter aux colons, tentant d'agrandir encore leurs propriétés. La structure agraire n'est globalement pas affectée par cette politique de colonisation.

Les années 1968-1993 : de la guerre sale au soulèvement zapatiste

1968-1985 : la guerre sale

Gustavo Díaz Ordaz est élu président (1964-1970) et nomme Luis Echeverría comme Premier Ministre (*Secretario de Gobernación*). Le Mexique accueille les Jeux Olympiques en 1968. Le mouvement étudiant est actif au Mexique et de grandes manifestations sont organisées. Le 2 octobre, dix jours avant l'ouverture des Jeux, une grande manifestation est violemment réprimée avec l'exécution de plusieurs centaines de manifestant-es sur la Place des Trois Cultures à Tlatelolco, dans le centre de Mexico (le gouvernement ne reconnaîtra jamais le nombre réel de mort-es et de disparu-es). Les Jeux sont maintenus dans une atmosphère pesante; ils seront marqués par le geste symbolique des noirs étasuniens Tommie Smith et John Carlos sur le podium du 200 mètres, poings levés pour dénoncer la ségrégation aux États-Unis, interprété comme un soutien au Black Power (Martin Luther King a été assassiné quelques mois plus tôt).

Luis Echeverría accède à la présidence (1970-1976) et son mandat est marqué par des réformes populistes et par une politique extérieure visiblement plus autonome : distance avec les États-Unis (bien qu'il aurait été informateur pour la CIA...), relations avec Castro à Cuba et Allende au Chili. Il accueillera aussi de nombreux-euses réfugié-es politiques des dictatures sud-américaines (dont Hortensia Bussi, épouse du président chilien Salvador Allende, après la mort de celui-ci lors du coup d'État de 1973). De très importantes réserves de pétrole sont identifiées au Mexique, au moment où les cours s'envolent à l'issue du premier choc pétrolier. Cependant, en 1976, le Peso est dévalué de moitié face au dollar américain : l'inflation se poursuit et la situation économique du Mexique reste difficile.

Luis Echeverría tente l'apaisement en proposant une « ouverture démocratique » avec certains secteurs de la gauche (libération de prisonnier-ères de 1968, baisse de l'âge des candidat-es aux élections... mais toujours pas d'autorisation à la gauche de se présenter aux élections...) et au sein de l'Université Nationale Autonome du Mexique – UNAM (augmentation du budget, création de postes...). Mais une partie des mouvements étudiants se radicalise, revendiquant une continuité avec les mouvements sociaux précédents (cheminot-es, syndicalistes, communistes...). En partie liés aux Jeunesses Communistes, ils/elles s'opposent au PC mexicain : « nous ne voulons pas l'ouverture, nous voulons la révolution ».

N'oublions pas le contexte géopolitique mondial de la guerre froide et le gouvernement socialiste que la Révolution victorieuse à Cuba a installé.

Une partie de ces étudiant-es décide de prendre les armes pour renverser l'État et forme des mouvements armés urbains qui pratiquent les attaques de banques, les enlèvements contre rançons... (comme en Europe à la même époque). Ces guérillas urbaines reprennent le discours marxiste-léniniste et ont été influencées notamment par le *Manuel du guerrillero urbain* du Brési-

lien Carlos Marighella, qui considérait le milieu universitaire (et non le milieu ouvrier ou paysan) comme une nouvelle avant-garde révolutionnaire. C'est le cas notamment de la Ligue communiste du 23 septembre.

Dans ces mouvements de lutte armée, les femmes avaient rarement des responsabilités (exception faite de Paquita Calvo dans le Front urbain zapatiste et de Marta Maldonado de l'Organisation Nationale Révolutionnaire, ONAR) et représentaient environ un tiers des effectifs.

L'État mexicain réagit et met en place l'opération Condor (nom de code de l'opération armée) entre 1975 et 1978 sous les présidences de Luis Echeverría puis de José López Portillo (1976-1982), officiellement pour lutter contre la production de plantes psychotropes, mais en réalité, prétexte pour mener la « *Guerra Sucia* » (la guerre sale). Elle est menée par le général José Hernández Toledo qui avait déjà participé, entre autres, à la répression de 1968. De très nombreuses « disparitions » ont lieu parmi les organisations paysannes, indigènes, étudiantes et des enseignant-es; cette répression s'accompagne des pratiques funestes de prisons clandestines, de torture, de vols de la mort... Lorsque des journalistes tentent de dénoncer ces pratiques, la presse est bâillonnée. À ce jour, malgré les évidences, les forces de sécurité et le gouvernement mexicains continuent à nier ces faits.

Comme dans le reste de l'Amérique latine, ce sont surtout les femmes (en particulier les mères) qui ont lutté pour la réapparition des disparu-es et pour que justice soit faite. Pas toujours politisées, elles sont descendues dans la rue (Rosario Ibarra en est une des figures emblématiques). En 1978, elles réussissent à réunir communistes, féministes, syndicalistes, paysans dans une marche historique pour la réapparition des disparu-es politiques...

Au début des années 1980, pendant la présidence de José López Portillo, le Mexique atteint le 4^e rang mondial des pays producteurs de pétrole. Mais les revenus pétroliers ne parviennent pas à enrayer la crise : le Mexique est surendetté et connaît une crise économique de grande ampleur. Cette crise accentue l'immigration, en particulier « illégale » vers les États-Unis qui n'est pas un fait nouveau et qui se développe particulièrement depuis les années 1960 (voir encadré « Migrations vers les États-Unis »)

Migrations vers les États-Unis

De par l'histoire commune du Mexique et des États-Unis, la frontière actuelle est récente et possède un caractère très artificiel. Ceci explique son côté poreux et les nombreux mouvements migratoires entre ces deux pays, notamment saisonniers. Dès la fixation définitive de la frontière, des migrations de *braceros* (paysan-nes mexicain-es) ont lieu vers les États frontaliers. Puis les États-Unis font appel à une main d'œuvre mexicaine pour son industrie au nord du pays.

Ces migrations augmentent et se diversifient (Amérique latine) à partir des années 1960, avec un nombre croissant de migrants illégaux dû à la suppression des accords qui

autorisaient jusque là les *braceros* à traverser la frontière. Cette immigration clandestine est celle des *wet-backs* (dos mouillés) qui traversent le Rio Grande à la nage pour atteindre les États-Unis. Le gouvernement étasunien tente de limiter cette immigration à travers une politique de fermeture de ses frontières, sans pour autant y parvenir.

Dans cette perspective, les États-Unis incitent le Mexique à développer l'installation de *maquiladoras* (usines d'assemblage de très grande taille) à la frontière afin d'y canaliser les candidat-es à l'émigration. De nombreuses villes se transforment avec l'implantation de ces usines dans lesquelles les conditions de travail sont dramatiques dans un contexte social extrêmement violent (narcotraffic, prostitution...). Les femmes sont les premières victimes de cette exploitation et de ces violences (voir article « Arrêter la liste de l'impunité, pas une de plus ! »).

Dans les années 1990, ce sont des millions de migrants qui tentent de franchir la frontière et des réseaux de passeurs (« coyotes ») se structurent, fortement liés aux réseaux de narcotrafiquants.

La population latino-américaine représente au début des années 1990 environ 9 % de la population étasunienne (dont 65 % de Mexicain-es).

Dans la soi-disant lutte contre l'immigration et le terrorisme, George W. Bush, président des États-Unis décide de mettre en œuvre le projet longtemps débattu de mur entre le Mexique et les États-Unis. Tout un arsenal de surveillance de la frontière se développe aussi avec notamment les *Border Patrol* (patrouilles policières) et la vidéosurveillance. Bien entendu tous ces dispositifs ont pour objectif réel non pas de limiter les flux migratoires mais de maintenir ces populations dans l'illégalité, la précarité, la peur et l'exploitation. D'ailleurs le nombre de migrant-es qui traversent la frontière n'a pas cessé d'augmenter.

Le long voyage que représente la migration vers les États-Unis, notamment pour les migrants d'Amérique centrale et du Sud, est particulièrement dangereux. La traversée du Mexique est de plus en plus contrôlée par des réseaux criminels qui essayent de tirer un maximum de profit des ces personnes vulnérables (en leur soutirant leur dignité, leurs biens mais aussi leur force de travail). C'est ainsi que des milliers de migrant-es disparaissent (sans doute exploités dans des usines et des champs clandestins), sont assassiné-es, violé-es, dépouillé-es, humilié-es sur la route vers les États-Unis.

Le président Miguel de la Madrid (1982 à 1988) dévalue le Peso en 1983, impose la rigueur en matière économique et négocie le remboursement de la dette du pays. Sa politique néo-libérale provoque un profond mécontentement jusqu'à l'intérieur du PRI : Cuauhtémoc Cárdenas, porte-parole des contestataires du PRI, est exclu en 1988.

Le 19 septembre 1985, quelques mois avant l'organisation du Mondial de football, un tremblement de terre destructeur de magnitude 8,2 frappe Mexico et fait environ 15 000 mort-es ou disparu-es et un million de sans abri (le Mexique ne reconnaît officiellement que 3692 morts).

Au Chiapas

Après la période de colonisation préservant les grands propriétaires terriens, l'État décrète la création de la « communauté lacandone » en 1972, donnant 614 321 hectares de forêt à soixante-six chefs de familles lacandones, sous le prétexte de les



Fresque sur la maison du Conseil de Bon Gouvernement de La Garrucha (2012)

reconnaître comme « occupants historiques ». Cette décision oblige près de 4000 familles tzeltales, tzotziles et choles à quitter ce territoire.

La soupe de sécurité qu'avait représenté la forêt Lacandone se transforme progressivement en poudrière dans un contexte aggravé par la crise économique et agricole nationale et la « modernisation » du Chiapas à travers les barrages hydro-électriques, l'exploitation pétrolière et le développement de nouvelles technologies dans l'élevage (années 1980).

Des processus d'organisation de groupes paysans, indigènes et métisses se développent au début des années 1970.

En 1974, le Congrès indigène à San Cristóbal de las Casas réunit plus de 1000 délégués indigènes tzotziles, tzeltales, choles et tojolabales autour des thèmes de la terre, l'éducation, la santé et le commerce. Il organise la première manifestation publique du mouvement indigène naissant. Samuel Ruiz, évêque du diocèse de San Cristóbal de las Casas, partisan de la Théologie de la libération (voir encart ci-dessous), contribue à la mobilisation et à l'organisation des communautés indigènes.

Dans la deuxième moitié des années 1970, des groupes politiques du reste du pays apparaissent au Chiapas, en particulier les Forces de Libération Nationale (FLN). Ce groupe insurgé, fondé en août 1969 (et issu de l'Armée Insurgée Mexicaine, EIM, dissoute) par César German Yáñez Muñoz, son frère Fernando Yáñez Muñoz, Mario Sáenz, Carlos Arturo Viveres, Graciano Sánchez, Mario Sánchez, Alfredo Zarate et Raúl Pérez Vázquez, installe un *foco* (foyer) guérillero dans la forêt lacandone. Ils tissent des liens avec d'autres individus et groupes du Tabasco, de Puebla, de Mexico, du Chiapas, du Veracruz et du Nuevo León. Après l'attaque par le gouvernement de leur maison de sécurité de Nepantla dans l'État de Mexico en 1974 (5 morts et 17 arrêtés), le *foco* du Chiapas disparaît. Les FLN se reforment malgré tout, avec, à leur tête, Mario Sáenz dit *Manuel* et Fernando Yáñez Muñoz est chargé de rouvrir le *foco* au Chiapas. L'EZLN se considère comme légataire des FLN.

Au début des années 1980, plus de 100 000 Guatémaltèques fuient la contre-insurrection et les massacres de l'armée du général Efraín Ríos Montt (condamné en mai 2013 à 80 ans de prison pour génocide et crime contre l'humanité, il ne passe qu'une nuit en prison et sa condamnation est immédiatement cassée par la Cour constitutionnelle) et se réfugient au Mexique, principalement dans l'État frontalier du Chiapas.

En 1982, le PRI nomme le général Absalón Castellanos Domínguez comme gouverneur du Chiapas : militaire, il est aussi un des propriétaires terriens les plus puissants de l'État. Face à cette provocation, de nouvelles organisations paysannes apparaissent, organisant des occupations, des invasions de terres, des manifestations, des dénonciations et des rencontres. Elles sont durement et systématiquement réprimées : centaines d'assassinats, d'emprisonnements, d'enlèvements et de torture, de disparitions, d'expulsion de familles et de communautés.

Le 17 novembre 1983, quelque part au Chiapas, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale est fondée.

La Théologie de la Libération

La « Théologie de la libération » est un courant de pensée chrétien et une forme d'action pastorale apparus en Amérique latine à la fin des années soixante, peu avant la série des coups d'État qui installèrent des régimes autoritaires dans presque tout le continent. Elle est le fruit de théologiens comme Gustavo Gutiérrez au Pérou ou Frei Betto et Leonardo Boff au Brésil – pour ne nommer que les plus connus –, qui s'inscrivent dans le sillage œcuménique et progressiste du Concile Vatican II (1962-1965) pour mettre en œuvre la « libération » immédiate de peuples écrasés par la misère et la dictature.

Encouragée en 1968 par la Conférence de Medellín (Colombie), lors de la deuxième assemblée de l'épiscopat d'Amérique latine (CELAM), elle développe d'abord une analyse critique de la position traditionnelle de l'Église sur la pauvreté. En effet, alors que celle-ci est considérée par l'Église officielle comme une fatalité et que les plus démunies sont glorifiées comme l'image du Christ souffrant, la Théologie de la libération développe la notion de « péché de violence institutionnalisée » (ou « péché structurel »), pour pointer et dénoncer la responsabilité du colonialisme et du capitalisme dans la misère des peuples du tiers monde. En ceci, elle s'inspire à la fois de l'analyse marxiste et de la « théorie de la dépendance », initiée par des penseurs comme Samir Amin, qui voient dans la logique des structures du capitalisme mondial l'origine de la marginalité et de la dépendance des pays dits « sous-développés ». La théologie n'est pas an-historique, ni la religion désincarnée et purement privée : elles prennent en compte les conditions de vie concrètes de gens perçus dans la relation inégale qui les oppose aux groupes sociaux dominants. C'est l'« *option préférentielle pour les pauvres* ». Option qui fut perçue avec une méfiance grandissante par le Vatican, éloigné d'une analyse structurelle de la pauvreté et proche des élites au pouvoir, voire allié des régimes répressifs d'Amérique latine.

Par ailleurs, pour cette théologie hétérodoxe, les pauvres doivent être les artisans de leur libération, les sujets de leur histoire. La compassion, la charité et le paternalisme des plus riches ne sont plus à l'ordre du jour. Pour se libérer de la pauvreté, il faut que les plus démunies prennent conscience des causes de l'exploitation et s'organisent pour la faire cesser. À cette fin, les évêques, prêtres et laïcs mettent en place une nouvelle forme d'action pastorale, les « communautés chrétiennes de base », qui tendent à s'autogérer



La Théologie de la libération dans les communautés indigènes, fresque sur un bâtiment du CIDECI, San Cristóbal de Las Casas, 2012

et à s'affranchir du Vatican pour prendre part aux luttes et contribuer à l'auto-organisation sociale des indigènes, paysan-nes sans terre, ouvriers-ères, chômeurs-euses... Cette dimension communautaire est en même temps vécue comme une alternative au mode de vie individualiste imposé par le système capitaliste.

Enfin, pour justifier l'exigence immédiate de « libération » dans l'ici et le maintenant de l'Histoire, cette théologie propose une lecture de la Bible centrée sur des livres comme l'Exode. De même que le peuple juif s'est arraché à une terre d'esclavage, l'Égypte, pour gagner la Terre promise malgré les périls, de même les peuples exploités ont à s'organiser pour conquérir leurs droits, dans la lutte. La théologie est au service de l'émancipation des peuples, dans une perspective fort différente de celle de l'Église traditionnelle.

« *Je m'intéresse plus à la libération qu'à la théologie. La théologie peut finir mais non la libération*³. » Cette déclaration de M^{gr} Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal de las Casas de 1959 à 1999, rend parfaitement compte de l'orientation prise par l'Église du Chiapas auprès des populations indigènes, notamment dans la Forêt Lacandone. Au cours des années soixante, le gouvernement mexicain a encouragé l'émigration massive vers cette région des paysan-nes indigènes expropriés de leurs terres. Le diocèse de San Cristóbal y développe alors une action pastorale fondée sur « *l'option préférentielle pour les pauvres* » et soucieuse de valoriser la culture indigène. Ce sont les catéchistes

3. Michael Löwy, « La Libération m'intéresse plus que la Théologie », interview avec M^{gr} Samuel Ruiz, évêque du Chiapas, in *Volcans-Talticpac*, n° 26, avril-mai 1997.

et les diacres issus des communautés indigènes, et choisis par elles, qui promeuvent une réflexion critique et l'auto-organisation des populations selon la méthode du *tijwane!* (« faire sortir ce qu'il y a dans le cœur de l'autre ») : plutôt que d'enseigner et de prêcher, il s'agit de se mettre à l'écoute de la parole formulée par le peuple en assemblée pour la recueillir et la redistribuer, de manière horizontale. Conformément au principe du *mandar obedeciendo* (« commander en obéissant »), les agents pastoraux sont au service de la communauté. Ces fonctionnements propres à la tradition communautaire indigène vivifient la Théologie de la libération... et renforcent les résistances paysannes.

La proximité du diocèse de San Cristóbal avec les luttes indigènes apparaît en 1974, quand M^{gr} Samuel Ruiz accepte la responsabilité d'accueillir le Congrès Indigène à condition qu'il soit organisé par les indigènes eux/elles-mêmes. En 1991, le Père Joël Padron Gonzalez est arrêté, accusé d'être « un curé guérillero », figure d'un « extrémisme idéologique de soutane »⁴; à travers lui, on cherche en réalité à discréditer la Théologie de la libération afin d'obliger l'Église de San Cristóbal à retirer son soutien aux luttes paysannes et indigènes. Finalement, le Père Joël est libéré sans que le diocèse n'ait accepté de condamner les occupations de terre, comme le voulait le gouverneur du Chiapas. En mars 1993, le Frayba (Centre des droits humains Frère Bartolomé de las Casas), dirigé par Samuel Ruiz, est attaqué pour avoir pris la défense d'indigènes accusés de l'assassinat de deux militaires; les indigènes sont libérés faute de preuves. Fin 1997, après que le sous-commandant Marcos a accusé la haute hiérarchie de l'Église catholique de s'être alliée avec le gouvernement pour affaiblir le rôle de médiateur de Samuel Ruiz dans les négociations de San Andrés (entre l'EZLN et le gouvernement fédéral), l'évêque et d'autres religieux, dont le coadjuteur Raul Vera López, sont la cible de plusieurs rafales d'armes à feu par des membres du groupe paramilitaire *Paix et Justice*, lié aux grands propriétaires fonciers. Enfin, à la retraite de Samuel Ruiz (en 2000), son successeur attendu, M^{gr} Raul Vera, n'est pas nommé évêque à San Cristóbal selon la coutume mais à Saltillo, bien loin du Chiapas, à la frontière étasunienne. Il s'agit d'affaiblir la résistance indigène en éloignant les rares soutiens institutionnels qu'elle peut compter.

Autant de signes montrant donc la solidarité de l'Église du Chiapas, inspirée par la Théologie de la libération, avec les populations indigènes appauvries et discriminées. Cette solidarité est bien sûr aussi celle du mouvement zapatiste, dont le terrain a été en partie préparé par l'action pastorale de Samuel Ruiz et de ses pairs. Dans les deux cas, les pratiques ancestrales des communautés indigènes elles-mêmes soutiennent le projet émancipateur qui se porte à leur rencontre. On conçoit enfin que l'Église du Chiapas et le mouvement zapatiste aient tissé des liens forts, même si leurs intérêts ne sont pas les mêmes puisqu'ils défendent des projets différents.

1985-1993

En 1988, Carlos Salinas de Gortari devient président (1988-1994) après une très probable fraude électorale contre son principal rival, Cuauhtemoc Cárdenas. Il accélère la politique néolibérale de son prédécesseur.

4. Carlos Fazio, *Samuel Ruiz, el Caminante*, Mexico, Espasa calpe Mexicana, 1994.

En 1992, il décide de réformer l'article 27 de la Constitution qui permet la privatisation des terres collectives et met un point final à la réforme agraire (voir l'encart « *ejido* »), préparant la mise en œuvre de l'Accord de Libre Échange de l'Amérique du Nord (ALENA) entre les États-Unis, le Canada et le Mexique. Cette même année, des manifestations ont lieu contre la célébration du V^e Centenaire de la Découverte de l'Amérique.

Les années 1994-2000

Alors que l'ALENA entre en vigueur le 1^{er} janvier 1994, l'Armée Zapatiste de Libération Nationale se soulève et occupe plusieurs villes du Chiapas, parmi lesquelles : Las Margaritas, Altamirano, Ocosingo et San Cristóbal de las Casas. Par le biais de la Première Déclaration de la Forêt Lacandone, elle déclare la guerre au gouvernement fédéral et à son armée et demande liberté, justice et démocratie pour toutes les Mexicaines et tous les Mexicains (voir « Chronologie de l'EZLN » et « De la Première à la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone »).

La campagne électorale de 1994 est marquée par l'assassinat de Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI. Ernesto Zedillo (chef de campagne de Colosio) succède finalement à Carlos Salinas de Gortari.

Ernesto Zedillo (1994-2000) poursuit la politique néolibérale de ses prédécesseurs et continue la privatisation du secteur public. Une forte crise financière, liée au libre-échange, se produit au début de son mandat (fin 1994-début 1995). Il tente de privatiser *Pemex* (Pétrole Mexicain) et l'Électricité mais y renonce face à la contestation. L'inflation se poursuit et la dette extérieure continue d'augmenter.

En février 1995, alors que le gouvernement de Zedillo a accepté de dialoguer avec l'EZLN, il lance une attaque contre les communautés zapatistes prétendant arrêter les dirigeants de l'EZLN.

Au Chiapas

Le 22 décembre 1997, quarante-cinq indigènes tzotziles (dont dix-neuf femmes et dix-huit enfants) sont massacrés à Acteal, dans une Église où ils/elles s'étaient réfugiés, par un groupe d'hommes armés de gros calibre (armes à usage exclusif de l'armée mexicaine) sans que la police (à 200 mètres de là) ni l'armée (à 1 km) n'interviennent pendant plus de sept heures.

Les gouvernements fédéral et de l'État ont refusé de reconnaître les origines du massacre, prétendant qu'il s'agissait d'un problème religieux, intracommunautaire, voire d'us et coutumes. Il est pourtant évident que cette attaque s'est faite dans le cadre d'une stratégie contre les populations civiles proches des zapatistes, stratégie liée aux autorités municipales, étatique et fédérale, incluant l'armée mexicaine.

Ce massacre s'inscrit dans un contexte de guerre contre-insurrectionnelle du ministère de la Défense, ordonnée par le président Zedillo. L'impunité dans le cas d'Acteal se poursuit en 2013.

Les années 2000-2013

En 2000, pour la première fois depuis soixante-dix ans, un candidat qui n'est pas issu du PRI devient président du Mexique : Vicente Fox Quesada, membre du PAN (*Partido Acción Nacional*), parti conservateur (démocrate-chrétien). Il était auparavant président de la compagnie Coca-Cola du Mexique et de l'Amérique latine.

Dès le début de son mandat, il prétend résoudre le « problème chia-panèque » (zapatiste) en quinze minutes. C'est alors que les zapatistes déclenchent la Marche de la Couleur de la Terre de 2001 qui se termine par la prise de parole le 28 mars 2001 des commandant-es devant le Congrès de l'Union pour demander l'application des Accords de San Andrés.

En 2001, Vicente Fox échoue dans sa tentative de construire un nouvel aéroport pour Mexico dans la zone de Texcoco. La résistance des « *ejidatarios* » (membres d'un *ejido*) de San Salvador Atenco, soutenu par une partie de la population l'oblige à renoncer au projet en 2002. Il profite d'un conflit local pour se venger en réprimant les habitants d'Atenco en 2006 (voir encadré « la révolte d'Atenco »).

Malgré le changement d'étiquette du parti au pouvoir, les politiques elles ne changent pas et le mandat de Vicente Fox se place dans la continuité de ceux de ses prédécesseurs.

Anticipant la campagne électorale pour la présidence de la République en 2006, les zapatistes publient la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone et lancent l'Autre Campagne. Cette tournée de plusieurs commandant-es à travers le pays est destinée à convaincre les Mexicain-es que la voie électorale ne les mènera à rien et seule les luttes coordonnées en bas à gauche permettront de construire cet autre monde anticapitaliste depuis la base (voir article « L'Autre Campagne : un processus d'élargissement de la lutte zapatiste »).

La révolte d'Atenco

Célèbre pour sa victoire en 2002 contre un projet d'aéroport qui aurait signifié l'expropriation de milliers d'hectares de terres collectives, la commune de San Salvador Atenco, dans l'État de Mexico, était devenue un symbole pour tous les mouvements de résistance à l'imposition au Mexique d'un capitalisme destructeur (lutte contre les projets de barrages, autoroutes...). Du moins jusqu'en mai 2006... C'est alors que la ville a été le théâtre d'un important mouvement populaire contre les gouvernements local et fédéral, qui a fait l'objet d'une répression terrible. Le soulèvement des habitant-es d'Atenco, qui a eu lieu quelques temps après le passage des délégué-es zapatistes de l'Autre Campagne, a été provoqué par l'expulsion par les forces de l'ordre de huit vendeurs de fleurs qui manifestaient contre l'interdiction de vendre des fleurs devant le marché. Les affrontements ont duré plusieurs jours, provoquant la mort d'un enfant de quatorze ans. Une répression violente s'est ensuite abattue sur la ville, provoquant l'arrestation de plusieurs centaines de manifestant-es et le viol par les forces de l'ordre d'une trentaine de femmes arrêtées lors de la répression (le cas d'Atenco étant un

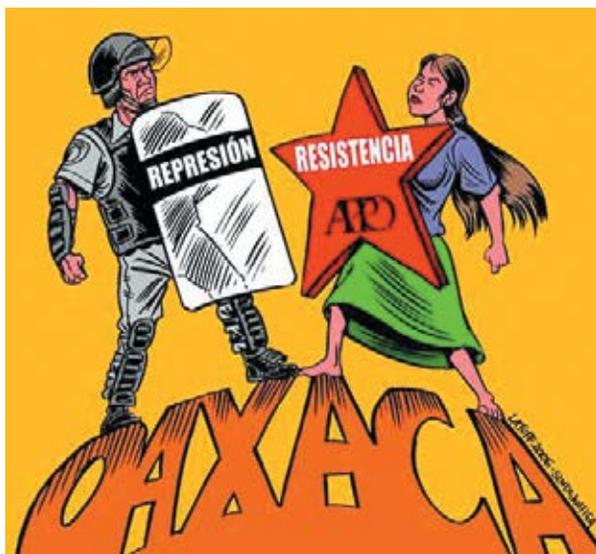
triste symbole de cette utilisation du viol comme arme d'intimidation et de répression), ainsi que la mort d'un manifestant touché par une grenade lacrymogène. Suite à ces événements la justice mexicaine a condamné certains responsables syndicaux présents à de lourdes peines (jusqu'à cent douze ans de prison !), et ce malgré les protestations de nombreuses ONG qui dénonçaient un procès inéquitable. La pression exercée par les habitant-es d'Atenco et l'Autre Campagne sur le gouvernement a permis la libération de tous/toutes les prisonnier-ères, le dernier étant sorti de prison à l'été 2010. Depuis, les victimes de cette répression cherchent à faire reconnaître les faits, qu'elles ont notamment portés devant la Cour Interaméricaine des Droits Humains, mais jusqu'ici l'impunité totale est de mise pour les responsables et les forces de police ayant participé à cette répression. En témoigne le parcours politique de celui qui était à l'époque gouverneur de l'État de Mexico et qui est devenu depuis le président du Mexique: Enrique Peña Nieto. Depuis ce mois de mai 2006, Atenco est devenu le symbole de l'impunité des forces de l'ordre mexicaines et de leurs attaques systématiques contre les mouvements sociaux.

En 2006, après une nouvelle fraude électorale, et alors qu'un mouvement social important commence à Oaxaca, le candidat du PAN, Felipe Calderon Hinojosa, conservateur catholique, succède à Vicente Fox, face à Andrés Manuel López Obrador (PRD).

Le PRD dénonce la fraude et tente de faire annuler les élections. Pendant ce temps, le mouvement social à Oaxaca s'amplifie contre le gouverneur de l'État, membre du PRI (voir encadré « la Commune d'Oaxaca »). Certains considèrent qu'un accord entre PRI et PAN pourrait avoir permis au PAN de s'installer à la tête de l'État fédéral et au PRI de conserver l'État d'Oaxaca malgré les contestations.

La Commune d'Oaxaca

Qui aurait pu se douter, le 15 mai 2006, lors de l'installation du *plantón* (occupation de la place publique) annuel du syndicat national des travailleurs de l'éducation de l'État d'Oaxaca sur le *zócalo* d'Oaxaca, que les événements allaient prendre une telle ampleur ? L'occupation de la place centrale de la ville d'Oaxaca (capitale de l'État) avait été installée le temps de voir aboutir les négociations avec le gouverneur de l'État d'Oaxaca, Ulises Ruiz Ortiz. Parmi les revendications du syndicat, l'alignement des salaires sur l'inflation et le retrait de la loi prévoyant de supprimer la période précolombienne des programmes d'enseignement d'histoire. Après un mois de négociations infructueuses, le gouverneur décide le 14 juin de faire évacuer le *zócalo* par la force. Mais ce qui n'était qu'une grève corporatiste se transforme alors en un mouvement populaire contre l'autoritarisme et la corruption du pouvoir. La population descend dans la rue pour soutenir les enseignant-es, le *zócalo* est à nouveau occupé et des barricades se mettent en place dans toute la ville pour empêcher la répression. De là naît l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO), qui a tenu et fait vivre la ville jusqu'à la reprise du pouvoir par les forces de l'ordre en octobre/novembre de la même année. Les insurgé-es ont su, durant ces quelques mois, développer une organisation autonome du pouvoir en place, et établir une constitution alternative pour



Dessin de Latuff
sur le mouvement
social à Oaxaca, 2006

l'État d'Oaxaca, adoptée lors du congrès constitutif de l'APPO en novembre 2006. Leur première action a été de faire reconnaître le concept d'*ingobernabilidad*, en maintenant en état de dysfonctionnement permanent les différents pouvoirs (palais du gouverneur, administration locale des finances...) par la mise en place de plusieurs *plantones* et l'occupation des locaux de différentes radios et chaînes de télévision locales. Le gouvernement de l'Etat est empêché de fonctionner, et ne sait où chercher aide et légitimité pour mettre un terme à cette insurrection populaire, puisque les élections fédérales de cette même année ont créé durant l'été une période de forte instabilité politique dans le pays. Les affrontements entre insurgés et forces de l'ordre sont réguliers, et la ville se couvre de barricades. Mais petit à petit l'unité des mouvements constituant l'APPO se délite, et l'organisation perd en poids institutionnel (notamment dans les négociations) ce qu'elle gagne en soutien populaire. C'est la question d'une participation éventuelle aux élections locales à venir qui sème la discorde et affaiblit le mouvement, parallèlement à des affrontements violents qui permettent aux forces de l'ordre de l'Etat de reprendre la ville. Les organisations de l'APPO retournent progressivement à leurs activités antérieures, mais restent fortement marquées par les événements de cette année 2006, où les habitant-es d'Oaxaca ont réussi à ébranler un Etat en développant durant quelques mois un territoire autonome au sein duquel l'APPO « *ne recherche ni le progrès, ni le développement, mais seulement le bonheur pour tous les Oaxaqueños, c'est-à-dire qu'elle ne recherche aucun développement illusoire qui, de fait, affecte la vie de la planète, mais bien une vie en harmonie avec la nature, ce qui implique d'en finir avec l'économie capitaliste d'échange et d'accumulation, qui inclut le pouvoir de la propriété privée et qui est la cause de l'extrême pauvreté; [...] le but de notre comunidad est la production pour le bien commun* ».

Tout comme ses prédécesseurs, Felipe Calderon Hinojosa défend la concurrence et le libre-échange, en particulier dans le cadre de l'ALENA, poursuivant le processus de dépendance du Mexique par rapport aux États-Unis. À l'instar de son prédécesseur, il lance une soi-disant campagne contre le narcotrafic qui accentue encore davantage les violences dans les États de l'Ouest et du Nord du pays. Au-delà des affrontements entre les différents cartels et corps de police et de militaires, ce sont les populations civiles qui sont les principales victimes de cette politique, faisant approximativement 136 000 morts (plus de 50 par jour en moyenne) pendant son mandat. Le Mexique devient aussi un des pays les plus dangereux pour les journalistes (une centaine de journalistes assassiné-es ou disparu-es et de nombreuses attaques et menaces faites aux différents médias indépendants).

En 2009, le gouvernement décide la fermeture de l'entreprise publique *Luz y Fuerza del Centro* (compagnie d'électricité du centre du Mexique), entraînant la suppression de 44 000 postes de travail. Cette décision a pour objectifs la privatisation de l'électricité et la disparition du Syndicat Mexicain des Électricien-es (SME) indépendant et contestataire. (Voir article « Les syndicats au Mexique ».)

En 2011, dans ce contexte d'accentuation des violences liées au narcotrafic, Javier Sicilia, poète mexicain, dont le fils a été assassiné comme des milliers d'autres personnes prises entre deux feux, lance le Mouvement pour la Paix avec Justice et Dignité.

Le 8 mai 2011, le Mouvement pour la Paix avec Justice et Dignité organise une Marche Nationale pour la Justice et contre l'Impunité pour lutter contre la violence, dans de nombreuses villes du pays. L'EZLN, qui avait annoncé sa participation en avril, s'y associe et des milliers de zapatistes défilent à San Cristóbal de las Casas.

Ce Mouvement signe en juin le « Pacte national pour la Paix avec Justice et Dignité » dont l'objectif est la démilitarisation du pays mais aussi un changement dans la stratégie du combat contre le crime organisé, la lutte contre la corruption des fonctionnaires, la restructuration des institutions et une nouvelle politique sociale. Il rencontre à plusieurs reprises le gouvernement mexicain et parcourt plus de 4 000 kilomètres à travers le pays pour permettre aux victimes du crime organisé mais aussi du système économique et politique du pays de s'exprimer.

En 2012, pendant la campagne électorale pour les présidentielles de juillet, des milliers de personnes manifestent contre le candidat du PRI, Enrique Peña Nieto, à l'appel du mouvement #YoSoy132 (voir encadré #YoSoy132).

#Yo Soy 132

Le 11 mai 2012, dans le contexte de la campagne électorale, les étudiant-es de l'Université Ibéroaméricaine (privée) manifestent contre la venue du candidat aux élections présidentielles Enrique Peña Nieto, dénonçant notamment sa responsabilité dans la répression de 2006 à Atenco. De cet événement naît le mouvement #YoSoy132 (du nombre d'étudiant-es de cette université revendiquant avoir participé à cette manifestation après les accusations d'infiltration extérieure par le candidat). Ce mouvement a rapidement pris de l'ampleur contre la candidature de Peña Nieto et en dénonçant le système politique, médiatique et économique mexicain. Se revendiquant sans parti, antinéo-libéral et pacifique, il demande un changement d'orientation économique et la démocratisation effective de l'institution. Proche des mouvements des « Indignés », il fonctionne sur la base d'assemblées locales et régionales et refuse d'avoir des porte-paroles identifié-es. Lors de son premier anniversaire le 11 mai 2013, ce mouvement étudiant a réitéré ses revendications de démocratie authentique et de rejet de la dictature médiatique. Leur message : « *nous continuons à être les acteurs de notre histoire. De celle que nous écrivons cette année et celle dont nous sommes les héritiers* ». Il s'est déclaré uni, rebelle et en résistance, revendiquant les luttes magonistes, villistes et zapatistes mais aussi sociales contre les fraudes électorales, la faim et les crises économiques.



Pochoir sur le mur d'une maison, San Cristóbal de las Casas, 2012



« Televisa te rend idiot / TV Azteca te rend con / Eteins la télé / # Nous sommes 132 »
La subordination des médias au pouvoir politique (banderole sur un kiosque, Oaxaca, 2012).
Televisa et TV Azteca sont les deux principales compagnies propriétaires de chaînes de télévision.

Le 1^{er} juillet 2012, Enrique Peña Nieto, candidat du PRI, est déclaré vainqueur des élections présidentielles. Le processus électoral est fortement contesté (irrégularités constatées dans de nombreux États, financement de campagne hors-la-loi...). Le résultat est pourtant confirmé malgré les protestations du candidat du PRD, Andrés Manuel López Obrador (dit AMLO) mais aussi des mouvements sociaux comme #YoSoy132.

Pendant ce temps, les États-Unis accordent l'immunité diplomatique à l'ex-président Ernesto Zedillo pour le jugement qu'il affronte pour sa présumée responsabilité dans le massacre d'Actéal de 1997.

Le 1^{er} décembre 2012, Enrique Peña Nieto prend ses fonctions à la présidence de la République, toujours contesté par un mouvement social. Le pouvoir mexicain réprime la mobilisation populaire contre son investiture. Le bilan de cette répression est lourd : plus de quatre-vingt-dix détenu-es, de nombreux-euses blessé-es et un adhérent à la *Sexta* porté disparu. Un autre adhérent à la *Sexta*, Francisco Kuykendall Leal, est lui hospitalisé dans un état critique, blessé à la tête par une grenade lacrymogène lancée par la police fédérale. Dans ce contexte de criminalisation, l'État a déclenché une véritable chasse aux militant-e-s sociaux, aux mouvements politiques, aux étudiant-e-s, aux professeur-es et aux groupes anarchistes. Cependant la résistance et la solidarité continuent leur route.

L'influence libertaire depuis les années 1920

Des groupes anarcho-syndicalistes contribuent avec les communistes, à partir de 1917, à la création d'une Confédération Générale du Travail (CGT) mexicaine en 1921, qui marque la renaissance du syndicalisme révolutionnaire de l'ancienne COM.

En 1923, après le départ des communistes, la CGT adhère à l'AIT – *Association Internationale des Travailleurs*. Un Centre syndicaliste Libertaire est aussi actif à la CGT, favorable au syndicalisme révolutionnaire.

L'effondrement de la CROM à la fin des années 1920 profite à la CGT qui récupère une bonne partie de ses adhérents. Mais la CGT lors de son VII^e Congrès en 1929 ne fait plus référence au mouvement libertaire.

Les anarchistes participent à différentes tentatives de relance du syndicalisme révolutionnaire, comme la FAT – *Federación Autónoma del Trabajo* en fin des années 1930 ou l'AMT – *Asociación Mexicana del Trabajo* en 1941. Dans les années 1960, ils soutiennent l'évolution autogestionnaire de la nouvelle FAT – *Frente Auténtico del Trabajo*.

En 1944, le journal *Tierra y Libertad* de Mexico DF reprend, avec des réfugié-es anarchistes espagnol-es, et perdure jusqu'à la fin des années 1980. Les anarchistes espagnol-es sont lié-es au mouvement local, même s'ils/elles sont souvent en décalage sur le plan économique et social (y participent y compris des chefs d'entreprise).

Fin 1945 la FAM – *Federación Anarquista Mexicana* tient son premier congrès et relance un journal qui reprend le nom de *Regeneración*. Elle est unie à la FAC – *Federación Anarquista del Centro* (1936-1944) qui publie *Libertad* et qui assume des positions anarchistes classiques⁵.

Dans les années 1950-1960, des mini-guérillas paysannes éclatent sporadiquement au Mexique, même si elles ne sont pas forcément liées au zapatisme ou au villisme historiques.

Dans le mouvement de 1968, des étudiant-es renouent avec le magonisme ou le zapatisme. Les drapeaux rouges et noirs sont brandis lors de la grande manifestation du 27 août 1968 à Mexico DF.

Depuis les années 1990, on assiste à un « *renouveau anarchiste* »⁶, avec notamment la première Rencontre anarchiste mexicaine de 1991 et le mouvement zapatiste depuis 1994. Des *Jornadas magonistas* ont eu lieu en 2004 et à Mexico DF, le *Collectif Autonome Magoniste* (CAMA) a créé en octobre 2005 le CSL-RFM – *Centre Social Libertaire Ricardo Flores Magón*. Le CIPO-RFM *Conseil Indigène Populaire de Oaxaca – Ricardo Flores Magón*, est aussi une organisation importante.

Depuis 2006 et la Commune d'Oaxaca, la vague autonomiste et libertaire semble s'étendre. En juin 2010 s'est tenu un colloque sur le magonisme à l'INAH (Mexico DF) et au printemps 2011, un Congrès anarchiste mexicain s'est réuni dans la salle autogérée Che Guevara de l'université de Mexico D.F.

5. Cf. « Déclaration de principes » dans *Le Monde Libertaire, Chroniques d'un Mexique insurgé*, Hors-série n° 45, p. 34, 12 juillet-12 septembre 2012.

6. Doillon D., 2012b.

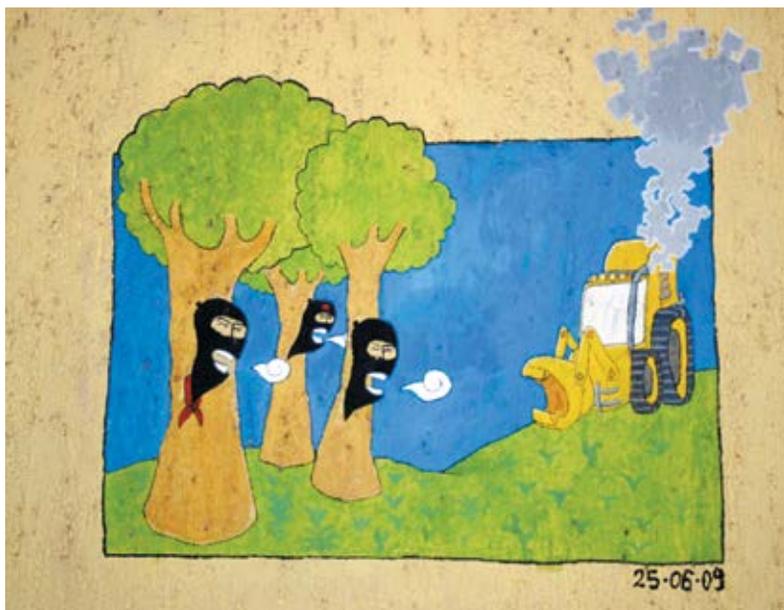
Le Plan Puebla-Panamá/ Mesoamerica, ou comment le capitalisme poursuit sa colonisation et son exploitation en Amérique centrale

« Ce mauvais gouvernement a un plan appelé Puebla-Panamá, pour que les riches du monde deviennent encore plus riches; ils pensent traverser nos terres et en terminer avec nos plantes médicinales, avec les animaux de nos forêts, en semant des eucalyptus qui vont sucer toute la vitamine de la terre mère » (déclaration du Conseil du *Municipio* autonome zapatiste Ricardo Flores Magón, 2001).

Ce plan, dénommé au départ « Plan Puebla Panamá » puis « Plan Méso-amérique », concerne actuellement les pays d'Amérique Centrale (Belize, Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Panamá, Colombie, Costa Rica et République Dominicaine) ainsi que neuf États du sud et du sud-est du Mexique (Puebla, Campeche, Guerrero, Oaxaca, Tabasco, Veracruz, Quitana Roo, Yucatan et Chiapas). Reposant sur un investissement d'au moins dix à douze milliards de dollars, il a pour objectif de favoriser le développement des grandes entreprises dans la région, par le lancement d'importants travaux publics. Il est présenté officiellement comme un « projet de développement durable et intégral », une opportunité en matière d'emploi et de lutte contre la pauvreté...

Présenté en 2001 par le gouvernement mexicain de Vicente Fox, il prend sa source dans divers projets établis par la Banque Mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Dans la même logique que les accords de l'ALENA (entrés en vigueur le 1^{er} janvier 1994, ils organisent les échanges commerciaux entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) et le projet de ZLEA (zone de libre-échange des Amériques), ce plan vise à créer, par l'injection d'importantes sommes de fonds publics et le développement d'infrastructures que réclament les grandes entreprises – notamment nord-américaines – un climat propice à l'exploitation et au libre commerce des richesses régionales. Après une période de grandes difficultés, ce plan a été relancé en 2008 sous l'appellation « plan Mésoamérique ». Il est destiné à faciliter les investissements des sociétés transnationales dans une région très riche en pétrole, en minerais, en forêts, en biodiversité, en eau et en attraits touristiques. Un des principaux volets du Plan Puebla Panamá est la construction de routes, selon deux grands axes : le long du golfe du Mexique entre le Texas et la péninsule du Yucatán, ainsi que le long de la côte pacifique, de Mexico vers le Guatemala et l'isthme de l'Amérique centrale jusqu'au Panamá. Il prévoit aussi la construction de

barrages, qui produiront l'énergie nécessaire pour permettre l'industrialisation de la zone et pour satisfaire la demande énergétique des États-Unis. Cette construction devrait entraîner la submersion de milliers d'hectares de terres utiles et, en conséquence, la destruction de forêts, de villes, de communautés indigènes et de sites archéologiques.



Bulldozers contre nature... (Balneario de Agua Clara, Caracol de Morelia, 2010)

De nombreuses infrastructures sont aussi prévues pour relier le golfe du Mexique au Pacifique. Un « canal à sec » est déjà en construction dans l'isthme de Tehuantepec, partie la plus étroite du Mexique. Enfin, un volet environnemental est prévu, avec le « corridor biologique mésoaméricain », qui vise à relier sur l'ensemble de la région concernée les zones de grande diversité culturelle et biologique, afin de protéger la faune et la flore, mais aussi d'en permettre l'accès aux entreprises pharmaceutiques... Ce Plan Puebla Panamá est conçu en collaboration avec les grandes entreprises et en fonction de leurs objectifs, et non dans l'intérêt des 65 millions de personnes qui vivent dans la zone et qui connaissent pour la plupart un état de pauvreté extrême.

L'opposition à ce plan se développe sur plusieurs aspects : la lutte contre l'exploitation des terres et des ressources naturelles, la lutte contre l'expulsion des populations locales... ainsi que la lutte contre une généralisation des mauvaises conditions de travail qui existent dans les *maquiladoras*, modèle qui sera celui que reprendront les entreprises venant s'installer dans le cadre du Plan Puebla Panamá.

Codes du travail au Mexique : l'ancien et le nouveau

La Loi Fédérale du Travail (LFT) mexicaine a toujours été exotique pour les syndicalistes français-es. Cela est vrai de l'ancienne, en vigueur en gros depuis les années 20 du siècle dernier, et reste vrai de la nouvelle, votée à l'automne 2012 ; celle-ci garde l'ossature générale de l'ancienne, mais introduit des changements qui vont tous dans le sens de la perte de protection pour les travailleur-euses.

L'ancienne loi fédérale du travail : à boire et à manger

Le PRI, parti mexicain au pouvoir sous différents noms pendant huit décennies (± 1920 – 2000), faisait partie du courant nationalo-populiste dont il y a eu d'autres exemples en Amérique Latine depuis la fin du XIX^e siècle (Brésil, Argentine, Pérou...). Son principal souci était d'encadrer les masses en utilisant leurs aspirations, et c'est à ce souci que répond le droit syndical mexicain, en partie inspiré de Mussolini. Cela a donné un résultat mélangé, où les travailleur-euses n'avaient aucune autonomie, mais n'étaient pas spécialement maltraité-es sur le plan des conditions matérielles.

Dans chaque entreprise, publique ou privée, un syndicat, et un seul, est titulaire du contrat collectif. L'adhésion à ce syndicat est donc obligatoire, et la cotisation prélevée à la source, par l'employeur-euse. En principe, au départ, c'est un vote entre différents syndicats qui détermine celui qui l'emportera, et à intervalles réguliers, on doit voter à nouveau pour confirmer ou pas. Dans la pratique, le fait que le vote soit public et que les syndicats officiels aient des groupes de cogneurs professionnels présents lors du scrutin a longtemps suffi à « encadrer et orienter la démocratie », pour parler pudiquement ! Il est vrai que la Cour Suprême a rappelé il y a quelques années (2008) que ce vote devait se passer à bulletins secrets.

Mais les astuces pour éviter purement et simplement le vote se sont développées depuis les années néolibérales (présidence de Salinas de Gortari, 1988-1994). Il existe des « syndicats blancs », sorte de syndicats fantômes qui négocient le contrat avec le/la patron-ne avant même l'ouverture de l'entreprise, et que les salarié-e-s ne verront jamais, mais qui empocheront néanmoins les cotisations. On fournit un procès verbal d'élection syndicale totalement inventé, et le tour est joué, personne ne vérifie : au besoin, pour cela, on achète les fonctionnaires chargé-es de le faire. Un certain nombre d'avocats

patronaux-ales se sont spécialisé-es dans ce véritable négoce et proposent des « syndicats » de cette sorte aux employeurs-euses dès qu'on annonce une ouverture d'entreprise.

Pas étonnant dans ce contexte que la solidarité interprofessionnelle ou même de branche passe totalement aux oubliettes : si on a un syndicat corporatiste qui défend le bout de gras dans l'entreprise elle-même, ce n'est déjà pas si mal... Les syndicats indépendants, comme le SME, le syndicat des électriciens, ou une centrale comme l'UNT (voir ci-dessous : les syndicats au Mexique), ont donc fort à faire et représentent quelque chose d'un peu dépay-sant pour bien des Mexicain-es.

La nouvelle loi fédérale du travail : tout le pouvoir au patronat

Il faut croire que le patronat mexicain avait arraché à l'ancien président Felipe Calderón la promesse qu'avant de quitter le pouvoir le 1^{er} décembre 2012, il liquiderait la Loi fédérale du Travail, si protectrice pour les travailleur-euses et si gênante pour l'exploiteur-euse (... !).

L'esprit de la proposition faite par le parti du PAN (voir la fiche d'identité) alors encore au pouvoir, c'est cela : la suppression systématique de protections pour les salarié-es. Et puis, mais c'est facultatif, une volonté affichée de « trans-parence » concernant les syndicats, attaque directe contre les vieilles pratiques du PRI qui revient au pouvoir.

Les principales nouveautés que cette version récente introduit dans l'an-cienne sont les suivantes :

- paiement à l'heure (et non plus à la journée) ;
- contrats temporaires du type de nos CDD, ou pour des périodes d'essai et de formation sans responsabilité pour le/la patron-ne ;
- licenciement unilatéral par courrier électronique ou SMS ;
- productivité, au lieu de l'ancienneté, comme base pour la promotion ;
- légalisation de la sous-traitance au travers d'entreprises spécialisées, qui res-semblent à « nos » boîtes d'intérim.

Autrement dit, c'est la légalisation de la précarisation. Le principal intérêt pour le patronat est dans ces changements qui en finissent avec la stabilité de l'emploi : aucun-e travailleur-euse n'aura plus la sécurité de garder son travail, il/elle sera donc obligé-e d'accepter ce qu'il/elle a. On remarquera que ces changements rendent aussi tout à fait problématique le droit des salarié-es à la sécurité sociale et à la retraite.

Cette réforme, sans le dire, cherche aussi à supprimer à l'avenir les droits col-lectifs négociés entre employé-es et patron-nes, afin que ce soit le/la patron-ne, et lui/elle seul-e, qui fixe les conditions de travail. En effet, même si la réforme semble s'attaquer seulement aux droits individuels des travailleur-euses et laisser intacts leurs droits collectifs, on voit bien que si les salariés ont peur de perdre

leur emploi, ils/elles vont éviter de se syndiquer si ce n'est plus obligatoire. Cette nouvelle « réforme » ne sera guère compliquée à imposer, au nom de la liberté syndicale, bien entendu.

L'attitude du PAN, le parti du président sortant Calderón, lors des débats au Parlement pour imposer ces contre-réformes, met en évidence ses priorités. Au Sénat par exemple, le PRI n'a pas la majorité absolue. Un vote commun du PAN et du PRD (centre gauche) pouvait permettre d'imposer des choses. C'est ce que le PAN a laissé entendre au PRD qui a eu la naïveté d'y croire. Voici donc le PAN allié au PRD sur les points de transparence syndicale, et au PRI sur l'essentiel : la suppression de protections pour les salariés. Ce grand écart ne semblait pas le gêner. Bien entendu, après des manœuvres de couloirs courantes dans ces circonstances, le PAN a quand même choisi son camp : le PRD s'est retrouvé seul à voter pour la transparence !

Bref, le nouveau code du Travail mexicain est bien dans la ligne que le patronat cherche à imposer à l'échelle internationale, avec déjà des succès, dans l'État espagnol par exemple : revenir sur tous les droits des salarié-es pour laisser aux patron-nes les mains entièrement libres.

Les syndicats au Mexique

Comme expliqué dans l'article précédent, le code du Travail mexicain, en partie inspiré de Mussolini, présente cette particularité que dans chaque entreprise ou centre de travail, un seul syndicat est autorisé, en principe celui qui a obtenu la majorité lors de l'ouverture; tou-tes les salarié-es en sont alors membres d'office, la cotisation retenue à la source par l'employeur-euse.

Voici la présentation de quelques syndicats mexicains :

Les syndicats officiels

(initiales en castillan)

- CTM (Centrale du Travail Mexicaine) : regroupe l'essentiel des syndicats tenus en main traditionnellement par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), puis à partir de 2000, tout bonnement par l'État, quel que soit le parti au pouvoir.
- CROC (Centrale Révolutionnaire des Ouvriers et Paysans) : également dépendante du PRI, mais un peu plus virulente, ou un peu plus voyou, c'est selon (quand le PRI était le parti unique, il y avait forcément des tendances, clans et fiefs en son sein).

- STPRM (Syndicats des Travailleurs Pétroliers de la République Mexicaine) : principal syndicat de l'entreprise d'État *Pemex* (*Petróleos mexicanos*). Totale-ment vendu au patron, c'est-à-dire à l'État. Son dirigeant depuis près de vingt ans, Carlos Romero Deschamps, est cité dans les fortunes du Mexique, alors qu'il a commencé comme ouvrier.
- SNTE (Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation) : avec le syndicat pé- trolier, ils représentent les deux exemples-type des syndicats *charros* (vendus). Très gros syndicat avec plus d'un million d'adhérent-es. La *présidente à vie* (sic) Elba Ester Gordillo, qui a commencé comme prof de collè- ge, est parmi les plus grosses fortunes du Mexique. Elle a plutôt plus de pouvoir sur la branche que le ministre de l'éducation. Fin février 2013, elle a été arrêtée pour détournements de fonds du syndicat : trop exigeante, elle a fini par se mettre à dos ses alliés naturels du gouvernement.

Les syndicats indépendants

- UNT (Union nationale du travail) : regroupe des syndicats qui peuvent être modérés, mais réellement indépendants par rapport à l'État et au patronat. Parmi les principaux syndicats de l'UNT :
 - STUNAM (Syndicat des Travailleurs de l'Université Nationale Autonome du Mexique),
 - UNTyPP (Union Nationale des Techniciens et Agents de Maîtrise du Pétrole) ; ils ont réussi à se glisser dans une brèche : le STPRM ne syndiquait que les ouvrier-es, pas les technicien-nes ni agent-es de maîtrise. Cela dit, tout est fait chez *Pemex* pour leur rendre la vie impossible, aussi bien de la part de la direction que du STPRM (brimades, coups, etc.).
 - FAT (Front Authentique du Travail). Le FAT n'est pas à proprement parler un syndicat, c'est une sorte de tendance syndicale qui existait depuis longtemps, et qui a adhéré à l'UNT à sa création.
 - CNTE (Coordination Nationale des Travailleur-euses de l'Éducation) : n'est pas un syndicat, mais une tendance à l'intérieur du SNTE. La célèbre 22^e section de l'État d'Oaxaca en fait partie. La CNTE semble actuellement gagner beaucoup d'influence du fait du ras-le-bol de la direction Gordillo dans le syndicat. Il a mené récemment deux jours de grève nationale qui ont été un succès. À l'été et à l'automne 2013, la CNTE a été à l'initiative d'une lutte historique dans l'éducation contre une énième réforme néolibérale



Le CNTE, tendance à l'intérieur du SNTE – pochoir, Mexico, 2012

(nombreuses occupations et manifestations à Mexico mais aussi dans d'autres grandes villes du pays).

- SNTMMS (Syndicat National des Travailleurs Mineurs, Métallurgistes et Assimilés). Ce syndicat avait une bonne partie des caractéristiques du syndicalisme officiel, y compris un leader à vie, Napoleón Gómez Urrutia, lui-même fils du précédent leader à vie. Une brouille entre lui et le président Fox (2000-2006) a fait de lui un proscrit exilé au Canada et du SNTMMS un syndicat farouchement indépendant.

- SME (Syndicat Mexicain des Électricien-nes) : Syndicat fondé en 1914, c'est-à-dire au point culminant de la Révolution mexicaine. Il a toujours gardé son indépendance contre vents et marées et a donné un coup de main aux zapatistes. Objet tout particulier de la haine de l'ancien ministre du Travail, qui a obtenu du président la fermeture de l'entreprise support : LFC (*Luz y Fuerza del Centro*). En lutte depuis octobre 2009 pour la réembauche de ceux qui « tiennent » : 16 599 sur les 44 000 au départ.

Le CAT – Centre d'Appui aux Travailleurs-euses (*Centro de Apoyo a los Trabajadores*)

Cette Organisation Non Gouvernementale⁷ a été créée en 2001 dans l'État de Puebla, où se trouvent de nombreuses *maquiladoras* (usines de montage installées au Mexique en raison du faible coût de la main d'œuvre), surtout dans les secteurs de la confection et de la construction automobile. Ses activités sont la formation et l'aide à l'organisation des travailleurs-euses pour de meilleures conditions de travail et de vie dans le contexte de ces *maquiladoras* où le droit du travail, le droit syndical et les droits humains sont bafoués. Les travailleurs-euses, souvent des jeunes femmes et des enfants, y sont en effet obligé-es de se syndiquer dans les syndicats maison et travaillent dans des conditions déplorables : falsification des actes de naissance pour les moins de 18 ans, journée continue de 15 à 18 heures, obligation pour les femmes de prouver qu'elles ne sont pas enceintes...

7. Pour plus d'informations : www.catpuebla.org et <http://www.pbi-mexico.org/>

Le CAT a commencé son travail dans les communautés en aidant les femmes à s'organiser à travers des ateliers sur la politique syndicale, le droit du travail, les droits sexuels, les violences... Beaucoup d'entre elles n'osaient pas affronter ne serait-ce que leur mari, leur frère... La formation leur a permis d'apprendre à s'exprimer.

Puis le CAT a aidé à l'organisation de travailleurs-euses dans les *maquiladoras*, comme par exemple dans l'usine de Johnson Controls où le harcèlement des femmes, les menaces, l'augmentation de salaire contre des faveurs étaient des pratiques courantes parmi les superviseurs. Une grève s'est organisée et la direction a répondu par des menaces aux familles et par la violence. Le cas a été médiatisé et la direction a dû signer une convention collective en 2011. Un nouveau syndicat a été créé, composé d'une majorité de femmes. C'est une lutte très représentative qu'elles ont essayé d'élargir.

Mais dans d'autres cas, la situation a été beaucoup plus compliquée : certaines entreprises ferment dès qu'un syndicat s'organise (installations démontées pendant une semaine de coupure), d'autres réussissent à intimider les travailleurs-euses jusque dans leurs communautés, ou mettent en place des campagnes de diffamation...

Le CAT a été attaqué en 2010 : ses installations ont été saccagées et tous les documents volés. Le message : « *no saben con quien se meten* » (« vous ne savez pas à qui vous avez affaire »). En 2011, le CAT a de nouveau reçu des menaces, faisant référence au cas de Digna Ochoa (avocate et militante des droits humains assassinée en 2001). Tous-tes les membres du CAT ont quitté Puebla, des plaintes ont été déposées mais les mesures de protection obtenues étaient très insuffisantes et l'enquête n'a jamais été menée sérieusement. Ils/Elles ont décidé de retourner malgré tout à Puebla six mois plus tard et ont repris les réunions. Mais rapidement, la situation s'est aggravée : le président de la Chambre de Commerce les a désigné-es comme un danger pour la nation, comme des déstabilisateurs-trices qui menacent la paix et font fuir l'emploi. Le CAT a alors entamé une tournée en Europe avec les PBI (Brigades de Paix Internationales) pour chercher des soutiens et a été reçu par la commission internationale de Solidaires. En 2012, un des membres a été enlevé et torturé avant d'être relâché. Le CAT a définitivement fermé en juin 2012 par manque de protection.

Il est aujourd'hui toujours aussi difficile de défendre les droits des travailleurs-euses dans ces zones de non-droit que sont les *maquiladoras*.